

Rapport du groupe de travail sur le Congrès

À l'intention du conseil d'administration
Fédération des sciences humaines

Mai 2019



FEDERATION FOR THE
HUMANITIES AND
SOCIAL SCIENCES

FÉDÉRATION
DES SCIENCES
HUMAINES



FEDERATION FOR THE
HUMANITIES AND
SOCIAL SCIENCES

FÉDÉRATION
DES SCIENCES
HUMAINES

300-275, rue Bank, Ottawa, ON K2P2L6
federation@ideas-idees.ca
ideas-idees.ca | ideas-idees.ca

**Ce rapport a été préparé pour le conseil d'administration de
la Fédération des sciences humaines par un groupe de travail dirigé
par Christine Tausig Ford de Higher Thinking Strategies.**



Higher Thinking
Strategies

Table of contents

A propos du groupe de travail sur le Congrès	4
Membres du groupe de travail sur le Congrès	4
Recommandations	5
Introduction	11
Consultations	12
Accent sur les membres	14
Programmation du Congrès	20
Approches multidisciplinaires	24
Lieu du Congrès	28
Durabilité	33
Intégration de la culture autochtone et réconciliation	38
Internationalisation	40
Projets pilotes et nouveaux enjeux	45
Plans d'avenir	49
Annexe A : Mandat	51

A propos du groupe de travail

En décembre 2017, le conseil d'administration de la Fédération des sciences humaines a mis sur pied un groupe de travail spécial sur le Congrès ayant pour tâche de conseiller le directeur général et les membres du conseil d'administration sur la meilleure façon de respecter les orientations stratégiques et d'atteindre les objectifs de la Fédération par l'intermédiaire du Congrès et d'autres événements. Tous les membres du groupe de travail s'entendent et insistent sur le point suivant : le présent rapport ne constitue qu'une première étape dans la refonte du rôle que le Congrès jouera dans l'avenir du milieu de l'éducation et de la recherche en sciences humaines. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de travailler « avec les associations et par l'intermédiaire de celles-ci », de même qu'en collaboration avec les universités membres de la Fédération. Chacun d'entre eux espère que ce rapport servira de tremplin aux discussions du conseil d'administration et aux autres consultations importantes des membres.

Membres du groupe de travail sur le Congrès

Marco Fiola, directeur par intérim du Département de géographie et d'études de l'environnement et professeur au Département des langues, littératures et cultures de l'Université Ryerson. Responsable universitaire du Congrès 2017.

Gayle MacDonald, vice-rectrice adjointe à la recherche à la Mount Saint Vincent University, leader pour le Conseil de recherches en sciences humaines et ancienne membre du conseil d'administration de la Fédération des sciences humaines.

Nicholas Ng-A-Fook, professeur en étude des programmes et directeur du programme de formation à l'enseignement à l'Université d'Ottawa et ancien président de la Société canadienne pour l'étude de l'éducation.

Michael Eberle Sinatra, professeur d'études anglaises à l'Université de Montréal et membre du conseil d'administration de la Fédération des sciences humaines.

Jacqui Tam, vice-rectrice aux relations universitaires à la University of Alberta.

Rima Wilkes, professeure de sociologie à The University of British Columbia et ancienne présidente de la Société canadienne de sociologie.

Coordination : **Christine Tausig Ford**, présidente de Higher Thinking Strategies Limited et ancienne directrice générale par intérim de la Fédération des sciences humaines.

Nous remercions le personnel de la Fédération des sciences humaines ayant participé à la préparation de ce rapport en effectuant des recherches, en fournissant de l'information et en formulant des commentaires.

Recommandations

1

Le groupe de travail sur le Congrès recommande au conseil d'administration de continuer à accorder la plus grande importance aux besoins et aux points de vue des membres. Ce rapport ne doit pas être considéré comme une fin en soi, mais comme la suite des discussions stratégiques avec les associations savantes et les universités membres de la Fédération.

2

La Fédération doit créer une ou plusieurs occasions de dialoguer davantage avec les membres, en particulier les dirigeants d'associations savantes, de même qu'avec les dirigeants bénévoles et le personnel des associations. Elle pourrait mettre sur pied une conférence annuelle dont l'objectif serait d'échanger des idées et des commentaires sur la programmation, les tendances et les initiatives, ainsi que de favoriser la collaboration entre les associations. Un projet pilote pourrait être lancé à un endroit central, en tirant profit des technologies de communication pour favoriser la participation d'un plus grand nombre de dirigeants d'associations savantes.

3

Le groupe de travail appuie la volonté du personnel de revoir la formule de l'Assemblée générale annuelle au Congrès et de la remplacer par des tables rondes où les membres pourraient échanger des idées et poser des questions à la Fédération et à ses dirigeants. Ces dernières auraient lieu à plusieurs reprises pendant le Congrès pour maximiser la participation.

4

Le groupe de travail appuie la tenue d'un projet pilote visant à mieux promouvoir la remise des Prix du Canada en invitant les associations savantes des lauréats à inscrire la cérémonie à leur programmation.

5

Le groupe de travail recommande au personnel de la Fédération de continuer à renforcer les services aux associations savantes et aux établissements membres, notamment pour favoriser la collaboration entre ces deux groupes pour les causes communes.

6

En collaboration avec les associations et les établissements, la Fédération devrait trouver des moyens d'encourager la tenue, au Congrès, de séances plus interactives misant sur le dialogue et les échanges afin d'enrichir l'expérience des participants. La technologie pourrait en outre être davantage utilisée.

7

Les causeries *Voir grand* devraient être réparties sur une plus grande partie de l'année, et moins concentrées sur la Colline du Parlement. Au fil du temps, des événements organisés un peu partout au pays devraient être inclus.

8

La structure des causeries *Voir grand* devrait être revue de façon à mettre l'accent sur un petit nombre de chercheurs ou de conférenciers de marque. Les conférences devraient aussi être prévues en soirée afin de réduire la concurrence avec d'autres événements.

9

Le groupe de travail recommande d'évaluer la possibilité de normaliser les périodes d'interruption pendant le Congrès (par exemple pendant l'heure du dîner) pour favoriser le réseautage et les séances concertées. Une autre solution serait de rendre les activités organisées pendant cette période accessibles à tous les congressistes.

10

Le conseil d'administration devrait demander au personnel d'élaborer un plan visant à appuyer efficacement la multidisciplinarité. Ce dernier comprendrait une proposition d'utilisation des ressources financières et serait évalué par le conseil d'administration à sa prochaine réunion, en plus de faire l'objet d'une discussion avec les membres.

11

Le groupe de travail recommande une transformation en profondeur du processus de sélection du lieu du Congrès, dont les changements suivants :

- a. une plus grande proactivité des communications du conseil d'administration et de la haute direction de la Fédération lors de la sélection d'emplacements et de la promotion du Congrès auprès de partenaires potentiels;
- b. le remplacement du titre d'« université d'accueil » par « université partenaire » afin de mieux représenter la relation entre l'établissement et la Fédération et de la rendre plus harmonieuse;
- c. la planification à long terme des emplacements du Congrès, selon un cycle concentré dans les grands centres urbains ou à proximité et incluant une ville de petite ou moyenne taille tous les trois ou quatre ans;
- d. l'utilisation de centres des congrès et d'autres établissements, comme des hôtels, en plus des installations du campus pour offrir davantage de souplesse;
- e. des discussions accrues entre la Fédération et les associations savantes concernant le lieu des prochains Congrès bien avant leur tenue, et la possibilité de formuler des commentaires à ce sujet.

12

Le groupe de travail recommande la mise en place d'une liste d'initiatives de renforcement des capacités liées à la stabilité financière à l'intention des associations savantes qui s'intéressent à la question, ainsi que la tenue de séances de renforcement des capacités concernant des enjeux tels que le recrutement et la rétention des membres sur plusieurs années, la planification du flux de trésorerie et la gestion financière générale. L'élaboration de matériel de communication, comme des « messages clés », est aussi recommandée pour aider les associations à expliquer à leurs membres les avantages de participer au Congrès.

13

Il faudrait encourager les associations savantes à adopter un modèle d'adhésion pluriannuelle pour contrer les répercussions financières des années où la participation est plus faible.

14

La Fédération devrait préparer une fiche d'information expliquant simplement les coûts et les revenus associés au Congrès et communiquer ces renseignements plus efficacement à ses membres.

15

Des discussions stratégiques régulières entre les associations devraient être prévues par la Fédération pour assurer une plus grande collaboration et davantage de transparence dans la fixation des frais d'inscription au Congrès. En outre, les associations qui le souhaitent pourraient évaluer la possibilité de regrouper ces frais en une cotisation unique leur donnant accès à toutes les activités.

16

La Fédération et ses membres sont encouragés à se doter de plans pour continuer d'attirer et de retenir deux types de congressistes importants : les chercheurs chevronnés et les étudiants aux cycles supérieurs. Ils pourraient concevoir des initiatives promotionnelles et des événements spéciaux à l'intention des chercheurs chevronnés, et s'efforcer de faire plus souvent appel à eux en tant que conférenciers. En ce qui concerne les étudiants aux cycles supérieurs, le groupe de travail recommande de miser sur le mentorat pour compléter ou actualiser les initiatives actuelles de la Foire aux carrières. Une option serait d'organiser, juste avant le Congrès, une rencontre d'un jour entre des étudiants aux cycles supérieurs et des chercheurs chevronnés où il serait question des carrières à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire.

17

Il serait utile d'offrir un service de garde au Congrès et d'adapter le programme afin d'en faire un « événement accessible aux familles » pour attirer de nouveaux participants, en particulier des chercheurs en début de carrière.

18

À long terme, la Fédération et ses membres devraient tenir des discussions stratégiques sur l'incidence des conférences universitaires sur l'environnement et les changements climatiques.

19

Le groupe de travail recommande d'accorder une attention soutenue et croissante à la réconciliation et à l'intégration des cultures autochtones au Congrès et dans les autres événements de la Fédération.

20

Le groupe de travail recommande que la Fédération prenne un engagement explicite envers l'équité, la diversité et l'inclusion et qu'elle s'assure de réaliser des progrès constants en se dotant d'un plan d'action pour le Congrès et les autres événements.

21

La Fédération devrait offrir un service d'information centralisé aux associations savantes qui souhaitent internationaliser leur programmation au Congrès. Elle pourrait ainsi fournir des lignes directrices ou des renseignements sur les initiatives d'associations ayant déjà internationalisé leur participation et leurs communications de façon importante.

22

La Fédération devrait tisser des liens avec les grandes organisations savantes internationales. Non seulement ces associations internationales participeraient à des rencontres avec leurs pairs canadiens dans notre pays, mais la Fédération se rendrait aussi régulièrement aux réunions de groupes internationaux du milieu de la recherche et de l'éducation supérieure, si le directeur général le juge pertinent et financièrement réalisable.

23

Le personnel de la Fédération devrait se pencher davantage sur les initiatives technologiques à entreprendre, et prévoir quelques projets pilotes à lancer aux prochains Congrès. Il serait particulièrement important d'adopter rapidement une application qui permettrait de parcourir plus facilement la programmation du Congrès.

24

Le groupe de travail encourage le personnel de la Fédération à poursuivre la refonte de ses méthodes de communication, tant à l'externe qu'avec les membres.

25

Le groupe de travail recommande d'explorer de nouvelles façons d'établir des liens avec les collectivités locales pendant le Congrès et les autres événements de la Fédération, en plus de démontrer l'importance de l'activité savante à caractère communautaire. Les collectivités locales, les universités et les chercheurs représentés par la Fédération pourraient y voir une valeur ajoutée.

26

Le groupe de travail encourage le recours accru aux documentaires pour favoriser la mobilisation et le partage des travaux de recherche, ainsi qu'une plus grande ouverture générale à la mise en lumière et à l'exploration de nouvelles formes d'activité savante au Congrès et dans les autres événements de la Fédération.

27

Le groupe de travail presse la Fédération de souligner davantage le rôle des livres en sciences humaines et de déployer plus d'efforts pour faire de l'Expo un lieu vivant et interactif qui stimulerait la participation des congressistes et des exposants.

28

Le processus de transformation du Congrès est sans doute aussi important que la transformation en elle-même. Il faudra compter sur l'engagement, la créativité, la collaboration et la bonne volonté de tous les intervenants, ainsi que sur leur ouverture à prendre certains risques. Le groupe de travail propose que ces recommandations fassent l'objet de discussions supplémentaires et qu'une approche à long terme soit établie pour continuer à bâtir le plus grand événement canadien à l'intention des chercheurs en sciences humaines.

Introduction

Le premier Congrès des sciences humaines a eu lieu à l'Université d'Ottawa en 1998. Pour l'occasion, quelque 9 000 chercheurs ont conflué vers la capitale nationale. Des sociétés savantes se réunissaient toutefois depuis 1930, dans le cadre de la Learned Societies Conference. On les surnommait affectueusement « The Learned » (les sociétés savantes). Aujourd'hui, le Congrès demeure la plus grande rencontre de sociétés savantes au Canada. Des milliers de chercheurs s'y rassemblent chaque année pour discuter, réfléchir et tisser des liens.

Chad Gaffield, président fondateur de la Fédération des sciences humaines et président actuel de la Société royale du Canada, se souvient bien du Congrès de 1998. « En donnant le nom de Congrès à ces rencontres, nous cherchions à les rendre plus accessibles et à y inviter le grand public. Mais peu importe à quel point la nature de l'événement est claire, c'est à nous de faire l'essentiel pour nous faire connaître en dehors du milieu universitaire. » Et, selon M. Gaffield, cela ne doit pas être considéré comme une faiblesse. « Le Congrès joue un rôle extrêmement important. Il constitue pour les chercheurs émergents une porte d'entrée dans le milieu et un lieu de soutien, en plus de favoriser les rencontres et les échanges d'idées novatrices et d'opinions. »

Comme de nombreux membres du milieu des sciences humaines, M. Gaffield continue à réfléchir au rôle du Congrès dans le milieu universitaire canadien, ainsi qu'à la façon de l'améliorer pour répondre aux besoins des chercheurs de demain. Et il n'est pas le seul.

En décembre 2017, le conseil d'administration de la Fédération des sciences humaines a mis sur pied un groupe de travail spécial sur le Congrès ayant pour tâche de conseiller le directeur général et les membres du conseil d'administration sur la meilleure façon de respecter les orientations stratégiques et d'atteindre les objectifs de la Fédération par l'intermédiaire du Congrès et d'autres événements. Sa mission était d'évaluer les orientations stratégiques et les objectifs du Congrès, en plus d'évaluer les risques et les nouvelles possibilités qu'il représente. (Voir le mandat du groupe de travail à l'annexe A.)

Lors d'un atelier du conseil d'administration en mars 2018, les administrateurs ont précisé leurs directives pour le groupe de travail. Celui-ci doit :

- continuer à accorder la plus grande importance aux besoins des membres;
- penser à l'avenir;
- déterminer les projets pilotes potentiels;
- tenir compte des besoins de la future génération de chercheurs et définir de nouvelles approches pour y répondre;
- se préparer à remettre en question les idées reçues et le statu quo.

Tout au long de ses délibérations et des nombreuses consultations menées auprès des membres en vue de la préparation du présent rapport, le groupe de travail sur le Congrès a pris très au sérieux les directives du conseil d'administration. Il a cherché à faire preuve d'audace dans ses réflexions, il a su adopter de nouvelles idées et remettre en question les conventions et il a trouvé des solutions novatrices.

Le groupe de travail a été particulièrement créatif dans sa façon de réfléchir à l'avenir du Congrès. Ce faisant, il a cependant tenu compte des défis humains et financiers inhérents au contexte dans lequel évoluent les universités canadiennes, les associations savantes et la Fédération. Il a aussi pris en considération les tendances observées dans les milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche au Canada et d'ailleurs, car elles continueront d'entraîner des changements à l'avenir. Ces tendances comprennent non seulement les problèmes de ressources, mais aussi l'évolution rapide de la façon dont le milieu de l'éducation et de la recherche en sciences humaines se mobilise et communique avec le public. Les chercheurs d'aujourd'hui travaillent dans un contexte aux dimensions multidisciplinaires, mondialisées, collaboratives et numériques de plus en plus marquées. Parallèlement, la précarité du milieu universitaire s'est aggravée. Ces tendances ont des répercussions sur les éditions actuelles et à venir du Congrès et des autres événements de la Fédération.

Tous les membres du groupe de travail s'entendent et insistent sur le point suivant : le présent rapport ne constitue qu'une première étape dans la refonte du rôle que le Congrès jouera dans l'avenir du milieu de l'éducation et de la recherche en sciences humaines. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de travailler « avec les associations et par l'intermédiaire de celles-ci », de même qu'en collaboration avec les universités membres de la Fédération. Chacun d'entre eux espère que ce rapport servira de tremplin aux discussions du conseil d'administration et aux autres consultations importantes des membres.

*Le groupe de travail spécial sur le Congrès
Fédération des sciences humaines
Octobre 2018*

Consultations

Dans le cadre de son travail, le groupe de travail sur le Congrès a organisé, sous la coordination de Christine Tausig Ford, présidente de Higher Thinking Strategies Limited, une série de consultations officielles et officieuses pour connaître l'avis de ses membres et partenaires. Entre autres, deux tables rondes des membres ont été tenues à l'Université de Regina durant le Congrès 2018 et des rencontres informelles en personne ont été organisées avec les congressistes et les personnes ayant accepté de donner leur avis à la suite d'une invitation générale lancée lors du Congrès. Des discussions ont eu lieu avec les membres et l'équipe de direction de l'Association canadienne de philosophie lors de sa conférence de juin à Montréal et des dirigeants d'associations savantes ont été abordés individuellement après le Congrès. Des discussions ont aussi été entreprises avec certains partenaires et intervenants, comme les hauts dirigeants du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et les présidents de la Société royale du Canada et d'Universités Canada. De plus, les dirigeants du CRSH ont été invités à formuler des commentaires, et plusieurs d'entre eux ont préalablement consulté les professeurs de sciences humaines de leur établissement. Ont en outre été tenues des consultations avec le personnel de la Fédération, plusieurs réunions avec l'équipe de la haute direction ainsi qu'une discussion avec le comité exécutif du conseil d'administration.

Le groupe de travail sur le Congrès s'est réuni par téléconférence à plusieurs reprises, et deux fois en personne (au Congrès en mai 2018, puis à Toronto en août 2018).

Pour formuler ses recommandations, le groupe de travail a révisé les résultats des sondages réalisés auprès des congressistes (taux de participation de 20 pour cent) et des organisateurs du Congrès 2018, de même que ceux de sondages antérieurs menés auprès des congressistes, des exposants et des établissements d'accueil.

Même si les personnes consultées n'étaient pas toujours d'accord, les consultations se sont déroulées dans un esprit constructif et tourné vers l'avenir. Le groupe de travail sur le Congrès a tenu compte de tous les commentaires pour formuler ses recommandations.

Plusieurs thèmes clés sont ressortis des consultations et ont été au cœur des discussions du groupe de travail sur le Congrès lors de sa rencontre d'une journée, tenue en personne au mois d'août. Ils ont servi de base aux recommandations formulées dans le présent rapport.

Les principaux thèmes soulevés par la majorité des participants aux consultations sont :

- la volonté de mieux équilibrer la **programmation du Congrès**;
- l'intérêt croissant pour les **programmes multidisciplinaires**;
- la nécessité de mettre davantage l'accent sur les **services aux membres**;

- la nécessité de trouver un **juste équilibre pour les emplacements du Congrès, en reconnaissant qu'il est primordial de tenir le Congrès dans des lieux faciles d'accès pour assurer la stabilité financière de l'événement;**
- **la durabilité, notamment la capacité générale à assurer la viabilité d'une grande réunion internationale en personne en sciences humaines malgré les changements touchant le milieu universitaire à l'échelle mondiale;**
- l'intégration systématique de la **réconciliation** et des cultures autochtones en tant qu'enjeux prioritaires dans l'ensemble des plans stratégiques actuels et à venir du Congrès.

Accent sur les membres

Dans le cadre de ses discussions, le groupe de travail sur le Congrès a cru bon de préciser les objectifs du Congrès. L'idée était d'aider la Fédération à apporter des améliorations stratégiques efficaces et à mesurer ses résultats en cours de route. Pendant l'établissement de ces objectifs, le groupe de travail a souligné qu'il considérait le Congrès comme une série d'activités axées sur les membres organisées par la Fédération. À peine 10 pour cent des chercheurs en sciences humaines assistent au Congrès chaque année. Il sera important pour la Fédération de mobiliser et de soutenir tous ses membres en leur proposant, au cours des prochaines années, divers événements et services au Congrès et ailleurs.

Selon le groupe de travail, le Congrès se définit comme :

- le point de convergence des chercheurs canadiens du milieu des sciences humaines. À cette fin, il est jugé essentiel pour la Fédération de s'appuyer sur ses capacités de mobilisation pour bâtir une communauté de professeurs et d'étudiants aux cycles supérieurs dans le domaine des sciences humaines.

Selon le groupe de travail, le Congrès joue les rôles suivants :

- **soutenir** les associations savantes et les universités membres de la Fédération;
- **contribuer** à la création d'un regroupement innovateur et durable de chercheurs en sciences humaines à l'échelle du Canada;
- **servir** de tremplin aux nouvelles idées;
- **encourager** le réseautage entre les chercheurs et leur fournir un espace à cette fin;
- **contribuer au perfectionnement de la prochaine génération de chercheurs en sciences humaines** en permettant aux étudiants aux cycles supérieurs de rencontrer des chercheurs

chevronnés, de trouver des mentors et de s'exposer aux idées et aux connaissances de pointe dans leur domaine;

- **faciliter et soutenir** le perfectionnement professionnel des professeurs et des étudiants aux cycles supérieurs en sciences humaines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu universitaire;
- **offrir** un lieu de rassemblement aux associations savantes du domaine des sciences humaines;
- **faire connaître les sciences humaines** au Canada et aider à faire valoir leur importance pour le bien-être économique, culturel et social du pays;
- **aider** à offrir une stabilité et des ressources financières aux associations savantes, aux universités et à la Fédération.

Par-dessus tout, on considère que le rôle principal du Congrès est de soutenir les membres. La volonté d'axer le Congrès et les autres événements et services de la Fédération sur les membres est intentionnellement mise de l'avant dans l'ensemble des recommandations du groupe de travail.

Pour préciser les objectifs du Congrès, le groupe de travail a également cherché à mieux comprendre le rôle de la Fédération. Il a ainsi déterminé que le personnel de la Fédération avait une expertise particulière en planification et en gestion de réunions. Il a recommandé de faire profiter activement les associations savantes et les établissements d'accueil de cette expertise, et ce, par des moyens plus innovateurs et pratiques. Le groupe de travail a également conclu que la Fédération devrait renforcer son rôle de centre d'échange d'idées dans les prochaines années.

Le groupe a souligné qu'il considérait que la Fédération jouait un rôle plus large que le Congrès. En effet, même si ce dernier est au premier plan de l'éventail d'activités de la Fédération, il doit être conjugué à un ensemble de services, d'événements et d'activités en constante évolution et poursuivant divers objectifs. Cette orientation donne en fait suite à une approche déjà établie par le conseil d'administration dans le plan stratégique 2016-2020 de la Fédération, lequel insistait fortement sur l'importance des services aux membres dans les années à venir.

L'établissement des objectifs du Congrès et des rôles de la Fédération a servi de point de départ aux discussions du groupe de travail et aux recommandations du présent rapport. Le groupe de travail a constamment rappelé que la transformation devait commencer à la base. Il a insisté pour qu'un plan de communications soit élaboré pour transmettre le rapport aux membres, en particulier les dirigeants d'associations savantes, et en discuter avec eux. Selon lui, les discussions relatives à l'avenir du Congrès et des autres événements de la Fédération doivent être considérées comme un processus à long terme.

Le groupe de travail sur le Congrès recommande au conseil d'administration de continuer à accorder la plus grande importance aux besoins et aux points de vue des membres. Ce rapport ne doit pas être considéré comme une fin en soi, mais comme la suite des discussions stratégiques avec les associations savantes et les universités membres de la Fédération.

Le groupe de travail a indiqué que les membres, et surtout les associations savantes, devaient davantage participer aux étapes de planification du Congrès, car ils auraient ainsi l'occasion de collaborer et d'échanger des idées.

Au départ, la conférence annuelle de la Fédération se voulait une occasion de réunir les associations. Elle devait aussi se tenir dans de petits établissements normalement incapables d'accueillir des événements de l'envergure du Congrès. Elle incluait différentes présentations sur des sujets d'intérêt pour les chercheurs en sciences humaines, des renseignements sur les activités de la Fédération et des séances jugées pertinentes pour les associations. Par exemple, à la conférence annuelle de 2016, tenue à la University of Toronto, une causerie Voir grand sur les villes durables ainsi que des ateliers sur la participation de la Fédération à l'examen sur le soutien fédéral aux sciences et à l'innovation, sur le rôle des sciences humaines dans la réconciliation et sur l'incidence communautaire de la recherche en sciences humaines ont eu lieu.

De manière générale, les participants ont fait une évaluation plutôt tiède de l'événement. En mars 2017, le conseil d'administration a décidé de suspendre la conférence annuelle en attendant de réévaluer les activités de la Fédération.

Les membres du groupe de travail et les dirigeants d'associations savantes ayant pris part à la consultation ont cependant souligné la valeur d'une conférence annuelle en personne, car il s'agit d'une des seules occasions pour les dirigeants d'associations de se réunir et d'échanger des idées. Il a été proposé de profiter d'une telle rencontre pour contribuer à rendre la programmation des prochains Congrès plus stimulante et collaborative plutôt que de se concentrer sur les initiatives menées par la Fédération. La conférence pourrait aussi aider les associations en mettant l'accent sur des sujets pratiques, comme la façon d'attirer et de retenir les membres, les lignes directrices en matière de rapports financiers, la gouvernance des associations à but non lucratif et l'utilisation efficace des médias sociaux. Le groupe de travail a souligné que la Fédération devrait évaluer la possibilité d'utiliser les technologies de communication pour permettre aux membres des petites associations savantes qui ne sont pas en mesure de se déplacer de participer à une partie ou à l'ensemble de l'événement.

Le groupe de travail a jugé pertinent de repenser la conférence annuelle et de lancer, en tant que projet pilote, un tel événement axé sur les membres. Ainsi, ces derniers auraient une autre occasion de se réunir et de profiter d'activités utiles.

La Fédération doit créer une ou plusieurs occasions de dialoguer davantage avec les membres, en particulier les dirigeants d'associations savantes, de même qu'avec les dirigeants bénévoles et le personnel des associations. Elle pourrait mettre sur pied une conférence annuelle nouvelle formule dont l'objectif serait d'échanger des idées et des commentaires sur la programmation, les tendances et les initiatives, ainsi que de favoriser la collaboration entre les associations. Un projet pilote pourrait être lancé à un endroit central, en tirant profit des technologies de communication pour favoriser la participation d'un plus grand nombre de dirigeants d'associations savantes.

Le groupe de travail s'est aussi attardé à l'amélioration de l'Assemblée générale annuelle (AGA), habituellement tenue durant la première fin de semaine du Congrès. (Elle a déjà eu lieu en même temps que la conférence annuelle d'automne.) Dans le but de mieux mobiliser ses membres, la Fédération a inclus l'AGA dans les activités du Congrès, à laquelle s'ajoute aussi désormais un souper à l'intention des représentants des associations savantes et des membres institutionnels. L'objectif était d'encourager les membres à participer à l'AGA, qui tend à être moins engageante que souhaitée, et au processus décisionnel de l'organisation. Malheureusement, plusieurs associations savantes ne sont pas en mesure d'y assister, car leurs réunions s'étendent sur toute la semaine du Congrès.

Il faut souligner qu'il est difficile pour tous les organismes sans but lucratif d'attirer leurs membres à leur AGA, et que certains d'entre eux trouvent d'autres moyens de tenir ces réunions, par exemple par téléconférence ou en ligne. De manière générale, les efforts déployés par la plupart de ces organismes pour rendre leur AGA plus stimulante et attirer l'attention des membres se sont soldés par un échec. Ils se sont donc plutôt efforcés d'accélérer la rencontre et de traiter rapidement et efficacement des enjeux exigés par la loi, tout en réservant les discussions et la mobilisation des membres à d'autres tribunes.

Les membres du groupe de travail ont convenu que la structure actuelle de l'AGA de la Fédération ne permettait pas aux dirigeants associatifs et institutionnels d'utiliser leur temps efficacement pendant le Congrès. Le fait que certaines associations ont continuellement du mal à participer à l'AGA complique encore plus les choses. C'est le cas de l'Association canadienne de science politique, une des plus grandes associations membres de la Fédération. Celle-ci tient normalement sa rencontre à la fin du Congrès et est frustrée parce qu'elle n'arrive pas à faire coïncider ses rencontres savantes avec l'AGA, qui a lieu plus tôt dans la semaine.

Le directeur général de la Fédération, Gabriel Miller, a informé le groupe de travail sur le Congrès que le personnel faisait déjà des efforts pour redonner du souffle à l'AGA. Il évalue la possibilité de la tenir ailleurs qu'au Congrès, peut-être virtuellement ou par téléconférence. La Fédération

se penche en outre sur la possibilité de la remplacer par des tables rondes de membres à différents moments du Congrès. Celles-ci permettraient aux congressistes de se rencontrer et aux membres du conseil d'administration et du personnel de la Fédération d'avoir des discussions ouvertes sur des sujets d'intérêt. La Fédération envisage d'organiser ces tables rondes à l'intention des membres à plusieurs reprises durant la semaine du Congrès afin de maximiser la participation.

Le groupe de travail s'est réjoui de la volonté de M. Miller de trouver de nouvelles méthodes de mobilisation des membres au Congrès et de revoir la formule de l'AGA.

Enfin, le groupe de travail a fortement appuyé la refonte de la cérémonie des Prix du Canada, qui se tient actuellement pendant le Congrès et n'attire généralement pas assez de participants et d'attention. Les Prix du Canada sont attribués chaque année aux meilleurs livres savants en sciences humaines ayant bénéficié du soutien financier du programme Prix d'auteurs pour l'édition savante. Les ouvrages gagnants doivent apporter une contribution exceptionnelle à la recherche, être bien rédigés et enrichir la vie sociale, culturelle et intellectuelle du Canada.

Le groupe de travail a appuyé la proposition de M. Miller d'intégrer les Prix du Canada aux programmes des associations savantes des lauréats au lieu de les présenter lors d'un événement distinct au Congrès, et ce, dans le but d'attirer un public plus intéressé.

En outre, le groupe de travail s'est attardé aux services aux membres liés au Congrès et aux autres événements que la Fédération pourrait mettre en place. Certaines de ces initiatives sont déjà à l'étude ou en cours d'élaboration par le personnel de la Fédération. Voici quelques exemples de ces services aux membres potentiels :

- recueil des meilleures pratiques liées au Congrès à l'intention des associations savantes;
- élaboration de lignes directrices pour les associations qui déterminent la programmation d'événements;
- élaboration de lignes directrices à l'intention des universités d'accueil du Congrès afin de préciser les attentes et les meilleures pratiques à cet égard;
- fiche d'information expliquant comment la Fédération, l'université d'accueil et les associations savantes utilisent les frais d'inscription du Congrès;
- séance d'orientation à l'intention des nouveaux congressistes tenue le samedi précédant le début du Congrès;
- création d'un réseau de professionnels de la communication à même les facultés d'arts et de sciences humaines des universités et adoption potentielle de stratégies de communication conjointes;
- renforcement des efforts visant à amener les membres associatifs et institutionnels de la Fédération à collaborer pour les causes communes, aussi bien dans le cadre du Congrès que des autres initiatives.

3

Le groupe de travail appuie la volonté du personnel de revoir la formule de l'AGA au Congrès et de la remplacer par des tables rondes où les membres pourraient échanger des idées et poser des questions à la Fédération et à ses dirigeants. Ces dernières auraient lieu à plusieurs reprises pendant le Congrès pour maximiser la participation.

4

Le groupe de travail appuie la tenue d'un projet pilote visant à mieux promouvoir la remise des Prix du Canada en invitant les associations savantes des lauréats à inscrire la cérémonie à leur programmation.

5

Le groupe de travail recommande au personnel de la Fédération de continuer à renforcer les services aux associations savantes et aux établissements membres, notamment pour favoriser la collaboration entre ces deux groupes pour les causes communes.

Programmation du Congrès

La programmation du Congrès a connu une croissance considérable dans les dernières années. En effet, les associations savantes, les universités d'accueil, la Fédération et les partenaires organisent de plus en plus de séances.

En fait, les participants aux différentes consultations ont fréquemment déploré la surprogrammation du Congrès, et par conséquent l'incapacité des congressistes à tenir des conversations spontanées ou des réunions informelles ; car les rencontres et les échanges d'idées ne se produisent tout simplement pas. « L'idée est bonne en théorie, a affirmé un dirigeant d'association savante. Mais nous avons un horaire si chargé que nous n'avons pas l'occasion de participer aux événements des autres associations. » Selon un autre, « Il est important d'offrir, au Congrès, un endroit où établir des liens et se bâtir un réseau. Les moments les plus intéressants sont ceux où on se retrouve sur une terrasse à discuter de nos défis communs avec un autre participant. »

Nous aimerions laisser plus de temps à ces rencontres informelles, mais des pressions sont faites pour que la programmation soit élargie, et non restreinte. Les associations savantes comptent sur les frais d'adhésion pour assurer leur viabilité financière, et pour plusieurs d'entre elles, la participation aux événements du Congrès joue un rôle clé dans le renouvellement des adhésions et la rétention des membres.

D'autres priorités importantes ont amené la Fédération à inclure des sujets comme la réconciliation avec les Autochtones à leur programme et à prévoir du temps pour les partenaires, comme le CRSH, qui souhaitent informer et mobiliser le milieu des sciences humaines.

Pour une université, le fait d'accueillir le Congrès est une occasion d'accroître sa visibilité et sa crédibilité auprès des professeurs et des étudiants aux cycles supérieurs du domaine des sciences humaines. Elle peut aussi mieux se faire connaître et améliorer sa réputation au sein de sa collectivité et dans l'ensemble du milieu canadien de l'éducation supérieure. Les événements qu'elle organise tiennent compte de cette volonté : ils comprennent souvent des activités ou des séances culturelles mettant en lumière son excellence en recherche dans des domaines précis.

Les universités d'accueil prévoient aussi maintenant des événements « éphémères » (comme les concerts à l'Université Ryerson et les pianos disposés sur le campus de l'Université de Regina) afin d'encourager les congressistes à se rencontrer dans un contexte informel. Les plus récents Congrès ont également intégré avec succès un Grand chapiteau ou une Zone d'activités (à l'exception de l'édition 2017 à l'Université Ryerson, où beaucoup de restaurants et de bars étaient accessibles à proximité du campus).

Pour les universités d'accueil, la pression d'élargir la programmation est de plus en plus forte. Les membres du groupe de travail ont par ailleurs souligné l'absence de modèle ou de directives claires pour ces établissements, et ceux qui sont pressentis pour accueillir le Congrès s'appuient sur ce qui a été fait par les hôtes précédents, créant ainsi des programmes de plus en plus chargés.

Le groupe de travail a aussi indiqué que l'impression de surprogrammation est en partie attribuable au fait que la durée du Congrès a été nettement réduite au fil du temps. (La plus longue rencontre des sociétés savantes, d'une durée de 21 jours, a eu lieu à la University of Guelph en 1984. En 1999, le Congrès ne s'étendait plus que sur huit jours, et sa durée a été réduite aux sept jours actuels lors de l'édition de 2014 à la Brock University.)

Fait à noter, le groupe de travail a discuté de la possibilité de raccourcir encore plus le Congrès pour accroître la collaboration entre les associations, mais l'option n'a finalement pas été retenue. Les membres ont aussi suggéré d'allonger le Congrès sans élargir la programmation afin de laisser plus de temps à la « pédagogie contemplative ».

Le fait que les professeurs et les étudiants aux cycles supérieurs dépendent largement du financement accordé par leur établissement ou de subventions de recherche pour se rendre au Congrès influe aussi sur la programmation. Pour avoir droit à ces fonds, ils doivent normalement démontrer qu'ils offriront des présentations au Congrès. C'est aussi la cause de ce qui est souvent perçu comme un problème au Congrès : les séances où des universitaires lisent de longs textes devant une poignée de congressistes.

Sans nier la nécessité de participer activement à la diffusion de la recherche en présentant des ouvrages savants au Congrès, le groupe de travail a suggéré aux associations savantes et à la Fédération de trouver de nouvelles méthodes de communication savante afin de compléter les présentations universitaires.

Certaines associations savantes font déjà l'essai de nouveautés au Congrès. L'Association of Canadian College and University Teachers of English (ACCUTE), par exemple, a proposé divers supports de présentations par affiche, ainsi que des séances où les textes étaient abrégés et les questions, préétablies.

Certaines associations savantes des États-Unis et d'ailleurs dans le monde prennent aussi des mesures pour trouver des solutions de rechange aux présentations savantes habituelles. La Modern Language Association, par exemple, a ajouté des groupes de discussion officiels, des tables rondes, des ateliers et des présentations par affiche à ses activités. À son congrès de 2019, tenu pour la première fois conjointement avec celui de l'American Historical Association, elle proposera des petits groupes de travail où une dizaine de chercheurs pourront discuter de leurs travaux dans le cadre de plusieurs séances. Ces groupes se transmettront leurs documents et leurs idées en ligne avant l'événement, et les présentations devront être courtes pour laisser beaucoup de temps aux discussions. Ils seront aussi encouragés à travailler sur un projet ou un objectif commun pendant

leurs rencontres. Des tables rondes visant à discuter ouvertement de grandes questions concernant les activités savantes ou professionnelles sont aussi prévues. Celles-ci se veulent une solution de rechange aux présentations officielles et favorisent la participation des panélistes et congressistes. Des ateliers de perfectionnement professionnel axés sur l'apprentissage pratique seront aussi organisés à l'intention de participants aux intérêts variés et à divers stades de leur carrière.

Les efforts concernant l'adoption de nouvelles formules ont comme caractéristique commune de chercher à favoriser les conversations et le dialogue, contrairement aux présentations universitaires traditionnelles. « L'accent est mis sur la diffusion unilatérale de contenu, et pas assez sur la discussion et le dialogue, a déploré un participant aux consultations sur le Congrès. Comme nos étudiants, nous n'avons pas toujours envie d'écouter "un sage sur sa tribune". Nous avons besoin de la passion et de l'engouement que suscitent les vraies conversations, ce qui n'est pas toujours le cas des conférences passives. »

Certains ont quant à eux encouragé la Fédération à appuyer les événements où les congressistes pouvaient collaborer à la création d'un produit ou à l'atteinte d'un objectif tangible. Ensemble, les chercheurs pourraient profiter de leur passage au Congrès pour préparer un ouvrage ou l'édition spéciale d'une revue savante, ou s'attaquer à un enjeu social ou de recherche précis dans un événement de type « marathon ».

6

En collaboration avec les associations et les établissements, la Fédération devrait trouver des moyens d'encourager la tenue, au Congrès, de séances plus interactives misant sur le dialogue et les échanges afin d'enrichir l'expérience des participants. La technologie pourrait en outre être davantage utilisée.

Selon le groupe de travail, les causeries Voir grand sont un autre volet de la programmation du Congrès qui doit être revu.

Les causeries Voir grand ont été conçues dans le but de rendre le Congrès accessible au grand public et de présenter des chercheurs-vedettes du milieu des sciences humaines. Mais trop souvent, elles n'attirent pas autant de participants qu'elles le devraient. Elles entrent souvent en conflit avec les séances des associations savantes et les heures de repas. En outre, des congressistes ont exprimé des inquiétudes par rapport aux coûts liés à la venue de conférenciers de marque. Selon eux, ces fonds pourraient être utilisés autrement pour mieux servir les membres de la Fédération. De plus, il a souvent été suggéré que les causeries Voir grand pourraient avoir davantage de retombées si elles étaient dissociées du Congrès et avaient lieu, par exemple, tout au long de l'année à l'échelle du Canada. Point à souligner : le financement des causeries *Voir grand* repose sur les commandites des organisations partenaires.

Le groupe de travail sur le Congrès a laissé entendre que les causeries Voir grand pourraient tirer profit d'un certain nombre d'innovations. Leur réflexion s'est étendue aux conférences régulièrement tenues sur la Colline du Parlement et auxquelles assistent des décideurs fédéraux et des partenaires et intervenants du milieu de l'éducation supérieure. Même si l'événement *Voir grand* sur la Colline demeure un volet important des efforts de promotion des sciences humaines de la Fédération à Ottawa, les membres du groupe de travail ont recommandé qu'elles soient plus souvent tenues dans le reste du Canada, par exemple dans les capitales provinciales. Faire valoir l'importance de la recherche en sciences humaines auprès des décideurs provinciaux pourrait être utile, car ce sont eux qui sont responsables des fonds d'exploitation des universités. (À cette fin, le groupe de travail a proposé de tenir un peu moins de conférences sur la Colline du Parlement, car, selon lui, les retombées n'en souffriraient pas.)

En ce qui concerne le Congrès, le groupe de travail croit aussi que la Fédération devrait envisager d'y organiser moins de causeries Voir grand, en particulier pendant l'heure du dîner, car c'est à ce moment que les congressistes mangent, participent aux événements des associations et ont l'occasion de faire connaissance dans un contexte informel. Il recommande plutôt de se concentrer sur quelques chercheurs de marque qui tiendraient leurs causeries en soirée. Ces événements importants attireraient davantage d'attention et les membres du milieu ne voudraient probablement pas les manquer. Le groupe de travail a aussi appuyé la proposition de M. Miller, qui souhaitait commanditer des causeries Voir grand sur le libre accès ou la venue de conférenciers étrangers de marque parallèlement à la programmation des associations au Congrès ou dans le cadre de celle-ci.

7

Les causeries Voir grand devraient être réparties sur une plus grande partie de l'année, et moins concentrées sur la Colline du Parlement. Au fil du temps, des événements organisés un peu partout au pays devraient être inclus.

8

La structure des causeries Voir grand devrait être revue de façon à mettre l'accent sur un petit nombre de chercheurs ou de conférenciers de marque. Les conférences devraient aussi être prévues en soirée afin de réduire la concurrence avec d'autres événements.

Approches multidisciplinaires

Tout au long des consultations, les participants ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient que la programmation du Congrès soit plus multidisciplinaire. À cet égard, les commentaires des congressistes, des dirigeants d'associations et des intervenants s'accordent avec la recommandation du rapport sur l'examen du soutien fédéral aux sciences d'avril 2017 (rapport Naylor).

Selon ce dernier, « La recherche de calibre mondial traverse souvent les frontières des connaissances et des disciplines traditionnelles, par son caractère de plus en plus multidisciplinaire, qui tient à la fois à l'établissement de ponts entre des domaines jusque-là distincts et à la création de disciplines tout à fait nouvelles. [...] La recherche multidisciplinaire est prédominante dans tous les domaines de recherche et traverse de plus en plus les frontières traditionnelles érigées entre les sciences sociales, naturelles et de la santé, et même entre les sciences humaines et l'ingénierie, autrement dit, toutes les frontières qui délimitent les conseils subventionnaires fédéraux du Canada¹. »

La montée de la recherche multidisciplinaire représente un défi pour le Congrès, qui a de tout temps respecté les frontières entre les disciplines, plus particulièrement celles entre les sciences humaines et le domaine des STGM (sciences, technologie, génie et mathématiques). Comme le rapport Naylor le souligne, ces frontières s'estompent rapidement, en plus de freiner le genre de collaboration multidisciplinaire souvent essentielle à la recherche de pointe d'aujourd'hui.

L'expertise disciplinaire et la discussion demeurent des aspects importants pour les congressistes. Les organisateurs du Congrès ont été invités à privilégier une approche inclusive pour la programmation.

Dans un sondage mené en 2018, les congressistes ont démontré un intérêt certain pour les activités savantes de leur association. Soixante-huit pour cent des répondants ont affirmé que [traduction] « la participation à la conférence de leur propre association savante » avait été le facteur déterminant dans leur décision de participer au Congrès. Mais plus du tiers d'entre eux ont indiqué que [traduction] « le programme de leur association savante devrait leur laisser le temps et la souplesse nécessaires pour participer à d'autres séances que celles de leur association ».

¹ Par souci de simplicité, le terme « multidisciplinaire » désigne la recherche « interdisciplinaire » et « transdisciplinaire » dans le rapport Naylor, ainsi que dans le présent rapport.

Par conséquent, même si le Congrès doit continuer à répondre aux besoins des chercheurs qui souhaitent « approfondir » leurs connaissances dans leur propre discipline plutôt qu'en acquérir de nouvelles, il devra de toute évidence adapter ses ressources et sa programmation à une plus grande collaboration multidisciplinaire, notamment à des chercheurs ne faisant pas partie du milieu des sciences humaines.

Une forte volonté d'encourager plus efficacement les discussions multidisciplinaires au Congrès a été exprimée par les universitaires de deux établissements sondés par leurs leaders pour le CRSH. « La tenue conflictuelle d'événements concernant des domaines d'intérêt commun va à l'encontre de toute volonté d'encourager le travail interdisciplinaire », a écrit Diana Coholic, professeure de travail social et leader pour le CRSH à l'Université Laurentienne.

Mary Bernard, professeure de sciences humaines au College of Interdisciplinary Sciences de la Royal Roads University, a quant à elle indiqué que les membres du corps professoral de son établissement souhaitaient rappeler l'importance capitale de l'interdisciplinarité, de la multidisciplinarité et de la transdisciplinarité, de même que leurs différences. Ceux-ci ont d'ailleurs souligné que selon les écrits d'Alfred North Whitehead, mathématicien et philosophe britannique, « La science moderne a imposé à l'humanité les contraintes de la vie de migrant.[...] Le véritable bénéfice de l'errance, c'est qu'elle est dangereuse, et qu'elle requiert du talent pour éviter les malheurs. »

Pour conclure, M^{me} Bernard a affirmé que « le Congrès favorise l'errance, mais à l'intérieur de domaines universitaires plutôt bien définis. Peut-être devrions-nous encourager davantage le passage d'un domaine à l'autre et les conversations et recherches productives qui peuvent en découler. Parallèlement, nous devons commencer à fournir à ceux qui repoussent les frontières habituelles les compétences dont ils ont besoin. »

De nombreux participants aux consultations ont convenu que, pour survivre aux prochaines décennies, le Congrès devrait inclure une plus grande part d'« errance » à l'avenir. Comme l'un d'entre eux l'a expliqué : « Le Congrès est tellement cloisonné. Pourtant, les liens horizontaux donnent souvent les discussions les plus riches. »

Durant les consultations, les congressistes et les dirigeants des associations ont proposé plusieurs solutions pour renforcer la multidisciplinarité de certains aspects du Congrès. Celles-ci allaient de l'ajout de séances communes réunissant plusieurs associations savantes à l'adoption d'une nouvelle méthode pour le paiement des frais d'inscription du Congrès, comme la création d'un « passeport » ou de laissez-passer pour invités permettant d'assister à un nombre établi de séances d'autres associations. De nombreuses personnes étaient en faveur d'une stratégie cohésive visant à rassembler des chercheurs de différentes disciplines et des membres des milieux communautaire, gouvernemental et bénévole locaux afin d'aborder des enjeux complexes. À cette fin, des séances pourraient être organisées avant le Congrès ou tout au long de celui-ci, et ce, sur des campus de tout le pays afin de favoriser les conversations interdisciplinaires.

Pour commencer, un certain nombre de participants ont suggéré d'axer une partie des discussions du Congrès sur un large éventail de sujets tournant autour de grands thèmes d'intérêt pour les chercheurs en sciences humaines et ayant une incidence clé sur l'économie, la société et la culture canadiennes. Même si la quête de multidisciplinarité était plus marquée dans le domaine des sciences sociales que dans celui des sciences humaines, elle ne se limitait pas à une ou plusieurs disciplines précises.

Il a aussi été proposé d'organiser davantage de séances avec des chercheurs de disciplines connexes du domaine des STGM, comme la fascinante rencontre organisée entre un spécialiste de la biologie intégrative et un géographe-documentariste venus discuter des défis et possibilités de la transformation numérique dans l'Arctique canadien à l'occasion du Congrès de 2018 à Regina.

De nombreux sujets de séances pluridisciplinaires comparables ont été proposés. Les changements climatiques, les enjeux urbains, la diversité, le Nord et l'Arctique canadien, l'avenir du marché du travail et les compétences requises, l'innovation sociale, la réconciliation, les migrants et les réfugiés, la liberté d'expression et la liberté universitaire en sont quelques exemples.

Les personnes consultées ont manifesté un vif intérêt pour l'inclusion d'intervenants de l'extérieur du milieu universitaire à ces discussions. Cette démarche était considérée comme une façon de répondre aux besoins des titulaires d'un doctorat ou d'une maîtrise travaillant en dehors du milieu universitaire, que ce soit dans les secteurs gouvernemental, privé, public ou sans but lucratif ou dans des groupes de réflexion. Les participants à la consultation ont aussi souligné que ces discussions pourraient susciter l'intérêt du grand public et attirer des membres de la collectivité locale.

Les groupes partenaires, notamment le CRSH et Universités Canada, étaient particulièrement en faveur d'une telle approche. Certains participants ont mentionné qu'elle appuierait les efforts déployés par la Fédération pour démontrer efficacement l'importance des sciences humaines aux Canadiens.

Le groupe de travail sur le Congrès a confirmé que l'amélioration de la multidisciplinarité de l'ensemble du Congrès était nécessaire et inévitable. Voici certaines des idées qu'il a étudiées :

- tenir des conversations multidisciplinaires dans des établissements de tout le Canada au fil de l'année universitaire, lesquelles donneraient lieu à une discussion approfondie au Congrès;
- remplacer certaines causeries Voir grand par des tables rondes avec des représentants de plusieurs disciplines;
- encourager les associations à travailler ensemble et à avoir des discussions collectives sur des thèmes précis. Par exemple, les associations pourraient être invitées à déterminer les problèmes les plus pressants de leurs membres,

qui pourraient ensuite être abordés lors de tables rondes ou de conversations mixtes pendant le Congrès;

- se concentrer sur un « sujet » par année, et en favoriser l'analyse multidisciplinaire tant pendant le Congrès qu'au sein des associations;
- évaluer la meilleure façon d'utiliser les fonds de soutien pour les séances interdisciplinaires et les conférenciers étrangers de marque de la Fédération afin d'offrir un financement de démarrage aux associations qui souhaitent faire l'essai de nouvelles approches, en plus de revoir la date limite pour demander un tel fonds pour favoriser la collaboration entre les associations;
- envisager de fournir un soutien financier aux associations qui adoptent un programme multidisciplinaire;
- nommer des défenseurs d'une programmation novatrice et multidisciplinaire au sein des associations, ainsi qu'un membre du personnel de la Fédération chargé d'encourager et de soutenir les initiatives à cet égard;
- évaluer la possibilité de publier un ouvrage multidisciplinaire (imprimé ou virtuel) à la suite du Congrès, peut-être en soulignant les allocutions et les causeries *Voir grand*, afin d'encourager les initiatives multidisciplinaires;
- profiter de la réunion de planification d'automne organisée à l'université d'accueil dans l'année précédant le Congrès avec les coordonnateurs locaux des associations savantes pour favoriser les initiatives multidisciplinaires et la programmation conjointe.

Le groupe de travail a souligné que la tenue régulière d'un événement visant à rassembler les associations se prêterait mieux aux discussions multidisciplinaires spontanées. L'établissement de périodes d'interruption fixes à l'exclusion de la programmation des associations permettrait aussi de faire l'essai d'initiatives multidisciplinaires. Pour finir, le groupe a mentionné que la multidisciplinarité accrue des échanges au Congrès et des autres initiatives de la Fédération ne se réduit pas nécessairement à une seule solution.

Les membres du groupe de travail ont ajouté que les efforts de renforcement de la multidisciplinarité de la programmation du Congrès pouvaient toutefois être contre-productifs s'ils ne consistaient qu'à ajouter des événements. Comme il en a été question précédemment, cela ne servirait qu'à alourdir davantage un horaire que de nombreux congressistes jugent déjà trop chargé. En outre, le groupe de travail a encore une fois rappelé que toute transformation de la programmation doit provenir des associations, à savoir de la base, et non découler d'une directive de la Fédération.

9

Le groupe de travail recommande d'évaluer la possibilité de normaliser les périodes d'interruption pendant le Congrès (par exemple pendant l'heure du dîner) pour favoriser le réseautage et les séances concertées. Une autre solution serait de rendre les activités organisées pendant cette période accessibles à tous les congressistes.

10

Le conseil d'administration devrait demander au personnel d'élaborer un plan visant à appuyer efficacement la multidisciplinarité. Ce dernier comprendrait une proposition d'utilisation des ressources financières et serait évalué par le conseil d'administration à sa prochaine réunion, en plus de faire l'objet d'une discussion avec les membres.

Lieu du Congrès

L'avenir du Congrès préoccupe depuis longtemps le conseil d'administration de la Fédération. Le fait d'avoir choisi Regina comme lieu du Congrès 2018 a suscité de nombreux débats, notamment au sein de certaines associations savantes qui craignaient les retombées financières de ce choix, étant donné que l'adhésion des membres et le maintien de cette adhésion reposent principalement sur la participation au Congrès.

Ainsi, le conseil d'administration de l'Association canadienne de philosophie (ACP), préoccupé par une baisse antérieure du nombre de membres et par les frais d'inscription jumelés du Congrès et de l'ACP qu'il estimait élevés pour les étudiants et les membres à la retraite et en situation de sous-emploi, a décidé de tenir sa propre conférence à Montréal afin d'attirer de nouveaux membres et de rendre l'ACP plus pertinente et abordable aux yeux des philosophes canadiens.

Même si leur nombre s'est révélé bien en deçà du nombre record de participants enregistré en 2017 (10 000 universitaires), les participants au Congrès 2018 de l'Université de Regina ont formulé des commentaires très positifs au sujet de leur expérience.

Selon les personnes sondées pendant la tenue des activités, la réussite du Congrès de l'Université de Regina repose sur plusieurs facteurs, notamment le caractère chaleureux du personnel de l'Université de Regina, des bénévoles et de la ville dans son ensemble, la possibilité d'interagir facilement avec les autres participants au Congrès, la présence autochtone dans le cadre des activités de l'Université de Regina et de son établissement fédéré, la First Nations University of

Canada, de même que les bourses de voyage que l'université accordait aux étudiants aux cycles supérieurs.

D'autres facteurs contextuels clés ont pesé dans la balance : la présence et l'enthousiasme de la rectrice et de l'équipe de la haute direction de l'université, la structure compacte et autonome du campus qui renforçait le sentiment d'appartenance et d'expérience commune chez les congressistes, et un contexte favorisant les interactions, y compris le retour du Grand Chapiteau dans un endroit facilement accessible et plusieurs belles journées ensoleillées.

Il ne faut cependant pas négliger le point de vue de ceux qui ont choisi de ne pas participer au Congrès de l'Université de Regina. Les participants à la conférence de l'ACP qui se tenait à Montréal ont attiré l'attention sur les frais de déplacement, ainsi que sur la durée et la complexité de la plupart des trajets vers Regina. Ils estimaient aussi que les derniers Congrès s'étaient trop souvent déroulés dans l'Ouest du Canada et que les frais d'inscription étaient élevés.

Pour leur part, les dirigeants de l'ACP ont indiqué qu'ils comptaient participer au Congrès à The University of British Columbia en 2019. Ils ont fait état de la lourde charge de travail des responsables du programme de conférence et de l'unique employé de l'ACP. Ils ont toutefois laissé la question d'un autre refus de participer en suspens, mentionnant seulement que le choix des prochains lieux de Congrès serait examiné avec soin.

Il est important de souligner que certains membres de l'ACP se sont fortement opposés à la tenue d'une conférence distincte. Plusieurs ont mis fin à leur adhésion en signe de protestation. Une membre de longue date, adepte inconditionnelle du Congrès, a dit préférer ceux organisés dans les établissements de plus petite taille comme ceux de Fredericton, Saskatoon et Winnipeg, ajoutant que les grandes universités cossues et celles du regroupement U15 ne devraient pas être les seules à pouvoir accueillir les Congrès.

Le conseil d'administration de la Fédération s'appuie sur des lignes directrices pour le choix des universités d'accueil. Un appel d'offres est lancé quatre ans à l'avance. Depuis 2012, le conseil d'administration s'appuie sur les principes suivants pour la sélection de l'hôte du Congrès :

- Source de revenus sains et raisonnablement stables pour les associations membres et la Fédération, ce qui comprend la tenue, tous les deux ans, d'un Congrès dans un centre urbain accessible capable de générer des recettes plus élevées.
- Lieux reflétant, au fil du temps, les différentes régions du Canada.

À l'heure actuelle, les exigences que doivent respecter les universités candidates sont complexes et susceptibles d'en intimider plus d'une. Il arrive donc que le conseil d'administration de la Fédération soit contraint de choisir parmi un nombre restreint de candidatures. La taille du Congrès compte pour beaucoup. Dans sa formule actuelle, il exige au moins 250 salles de cours ainsi que des locaux pour la tenue d'événements spéciaux et des logements sur le campus, une

salle d'au moins 2 323 m² pour la tenue de l'Expo et le bureau d'inscription, et une ville dont les installations hôtelières sont aptes à accueillir de 13 000 à 15 000 nuitées.

À la difficulté de trouver une université d'accueil appropriée s'ajoutent les perceptions de certaines associations, selon lesquelles il a déjà été ardu de collaborer avec le personnel de la Fédération en raison de son approche inflexible et de l'accent mis sur les besoins des planificateurs d'événements au lieu de ceux des associations et établissements membres. À cet égard, le conseil d'administration et la haute direction de la Fédération ont déjà entrepris d'aplanir de tels obstacles à la collaboration.

Il a été suggéré à plusieurs reprises que d'autres approches pourraient être adoptées pour le choix des prochains lieux de Congrès. La présidente de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) a évoqué l'éventualité d'un jumelage avec le congrès scientifique qu'elle organise tous les ans au Québec, et la tenue d'une conférence conjointe au cours des années à venir, possiblement dès mai 2022. D'autres ont proposé le recours à des centres de congrès en guise de complément aux installations universitaires. La présentation d'offres conjointes émanant de plusieurs universités d'une même région est également envisagée. Il est par ailleurs manifeste que le personnel devra consacrer plus de temps aux activités de communication et de promotion du Congrès auprès d'éventuelles universités d'accueil, et que le conseil d'administration et les membres de la Fédération devront jouer un rôle plus proactif afin d'encourager les futurs établissements d'accueil.

Le groupe de travail sur le Congrès a soigneusement examiné la question du choix des lieux de Congrès. Il a comparé les avantages et les inconvénients de tenir le Congrès dans de plus petits centres. Il apparaît clairement que bon nombre de participants ont trouvé le Congrès 2018 de l'Université de Regina enrichissant et agréable, tant sur le plan des connaissances que du réseautage. Il leur semblait beaucoup plus facile de rencontrer des gens et d'échanger des idées sur un campus de plus petite taille. Le groupe de travail estimait qu'il était de son devoir d'examiner la viabilité financière des associations, puisque bon nombre d'entre elles ont enregistré un taux de participation au Congrès de l'Université de Regina bien en deçà de celui au Congrès de l'Université Ryerson l'année précédente. Une baisse du nombre de participants peut également soulever des difficultés budgétaires pour la Fédération, surtout si les Congrès de moindre envergure sont trop fréquents au fil des ans.

Finalement, le groupe de travail sur le Congrès recommande de repenser la gestion des lieux de Congrès – du processus de sélection, de la relation entre la Fédération et l'université d'accueil et de la rotation entre divers lieux, aux installations comme telles.

Il estime d'abord que dans sa forme actuelle, le processus de sélection n'est pas aussi efficace qu'il le devrait. Le fait d'envoyer des lettres à tous les membres institutionnels de la Fédération et de lancer un appel d'offres peut induire en erreur. Plusieurs établissements ne disposent pas de l'infrastructure requise en matière d'installations sur le campus, de chambres d'hôtel, ni de services de transport accessibles et économiques, sous forme de taxis et de transports publics

locaux, ou de services de transport aérien (plusieurs vols ou transporteurs aériens). Le groupe de travail recommande plutôt que les membres du conseil d'administration et le directeur général de la Fédération jouent un rôle plus proactif dans la recherche de lieux de Congrès potentiels, au lieu de s'en remettre à un système passif d'appel d'offres qui ne produit pas nécessairement les résultats escomptés.

Le groupe de travail recommande également de modifier la nature de la relation entre l'université et la Fédération, de manière à ce que l'« université d'accueil » devienne une « université partenaire ». Ce changement terminologique rend compte d'une nouvelle façon d'aborder la relation : il s'agit désormais de collaborer plutôt que d'entamer des négociations parfois laborieuses avant la signature d'un protocole d'entente.

Le groupe de travail a ainsi estimé qu'il fallait revoir le modèle d'université d'accueil, soulignant que le concept d'universités partenaires pouvait englober plus d'une université au sein d'une ville ou d'une région, ainsi que des commanditaires d'ailleurs. Les principaux aspects du modèle financier, en vertu duquel l'université offre un soutien financier et logistique, mais tire des revenus des services d'alimentation et d'hébergement ainsi que du service audio-visuel et des technologies de l'information, devront également être revus.

Par exemple, il se pourrait qu'un groupe d'universités souhaite commanditer le Congrès. À l'occasion, le Congrès pourrait se dérouler principalement dans un centre des congrès. Quelques séances se tiendraient également dans des salles de campus avoisinants de façon à offrir une capacité d'accueil accrue, des possibilités d'hébergement (en particulier aux étudiants aux cycles supérieurs) et une expérience « sur le campus » à laquelle de nombreux participants attachent de l'importance. Le groupe de travail recommande aussi d'explorer la possibilité de tenir une conférence conjointe avec l'ACFAS.

Le changement ne s'effectuera pas du jour au lendemain, mais le groupe de travail est d'avis que la transition vers un nouveau type de relation pourrait transformer radicalement la structure du Congrès. Le personnel de la Fédération et les membres institutionnels devront apprendre à établir de nouveaux liens efficaces de partenariat et de collaboration.

Enfin, le groupe recommande qu'au cours des prochaines années, le Congrès se déroule fréquemment dans de grands centres urbains canadiens, comme Montréal, Toronto, Vancouver et les villes avoisinantes. (Plus précisément, le groupe de travail souligne l'importance de tenir un autre Congrès à Montréal peu après 2021.) La proximité d'un grand centre urbain est importante. Elle permet d'attirer des érudits et des étudiants aux cycles supérieurs canadiens, mais également un nombre accru de participants étrangers qui viendront enrichir les discussions.

Le groupe estime néanmoins qu'il est également important de choisir d'autres villes d'accueil à l'occasion. Il faudra alors aider les associations savantes à se préparer aux répercussions financières d'un taux de participation moindre. La Fédération devra en effet les appuyer dans la planification

de leur flux de trésorerie et la budgétisation. Le groupe de travail recommande d'élaborer un plan à long terme, selon un cycle qui inclura une ville de petite ou de moyenne taille tous les trois ou quatre ans, et de le diffuser aux associations savantes.

Finalement, le groupe reconnaît que la transformation en profondeur du processus de sélection du lieu du Congrès sera longue et difficile, et qu'elle devra faire l'objet de discussions avec les associations et les établissements membres de la Fédération avant sa mise en œuvre intégrale. Comme le soulignait un membre du groupe de travail, « pour assurer la survie à long terme des associations savantes et de la Fédération, nous devons envisager la tenue du Congrès dans de grands centres urbains susceptibles d'attirer un grand nombre de participants ».

11

Le groupe de travail recommande une transformation en profondeur du processus de sélection du lieu du Congrès, dont les changements suivants :

- a. **une plus grande proactivité des communications du conseil d'administration et de la haute direction de la Fédération lors de la sélection d'emplacements et de la promotion du Congrès auprès de partenaires potentiels;**
- b. **le remplacement du titre d'« université d'accueil » par « université partenaire » afin de mieux représenter la relation entre l'établissement et la Fédération et de la rendre plus harmonieuse;**
- c. **la planification à long terme des emplacements du Congrès, selon un cycle concentré dans les grands centres urbains ou à proximité et incluant une ville de petite ou moyenne taille tous les trois ou quatre ans;**
- d. **l'utilisation de centres des congrès et d'autres établissements, comme des hôtels, en plus des installations du campus pour offrir davantage de souplesse;**
- e. **des discussions accrues entre la Fédération et les associations savantes concernant le lieu des prochains Congrès bien avant leur tenue, et la possibilité de formuler des commentaires à ce sujet.**

Durabilité

Comme il a été mentionné à la section précédente, la pérennité de la Fédération et de ses associations savantes membres repose sur le succès financier du Congrès. La capacité à attirer des participants au Congrès fait partie intégrante du modèle d'activité des associations savantes, puisque ce dernier repose la plupart du temps sur le renouvellement annuel de l'adhésion. La durabilité et la capacité de la Fédération à offrir un éventail d'activités et de services aux membres découlent également du succès du Congrès.

Les sommes reçues du CRSH sont une source majeure de financement pour la Fédération et pour le Congrès en particulier. Il est important de souligner que l'idée de tenir le Congrès à Regina plaisait énormément à la haute direction du CRSH, qui y voyait une belle occasion de nouer des liens avec un établissement et des universitaires dans un endroit autre que les centres urbains de Montréal, Toronto, Ottawa et Vancouver.

Le groupe de travail est d'avis que peu importe où se tiendront les prochains Congrès, les associations devraient intensifier leurs activités de recrutement et de rétention des membres afin de diversifier leurs revenus. Elles devraient à tout le moins renforcer la planification de leur flux de trésorerie pour éviter l'effondrement financier dans l'éventualité où le taux de participation au Congrès serait moins élevé que prévu.

Certaines associations savantes évaluent l'adoption de **modèles d'adhésion pluriannuels** afin que leur viabilité financière ne repose pas entièrement sur la tenue d'un Congrès précis. Le groupe de travail suggère à la Fédération d'appuyer les associations savantes dans leurs démarches, qu'il s'agisse de proposer des ateliers sur la gestion financière et les flux de trésorerie ou sur le recrutement et la rétention des membres, ou de les conseiller au chapitre de la planification d'événements afin d'accroître leur durabilité.

L'ACFAS, qui tient un congrès pluridisciplinaire semblable au Québec, voit sa durabilité ébranlée quand ses conférences n'attirent pas suffisamment de participants. Sachant cela, le conseil d'administration de l'ACFAS intègre à ses activités de planification la possibilité que les congrès tenus dans des villes de plus petite taille ou dans des régions non centrales du Québec entraînent des déficits. Pour ce motif, il met de côté tout excédent que dégage la tenue des grands congrès et l'affecte au financement des congrès se déroulant dans des régions autres que celles de Montréal et de Québec.

Dans le cadre des consultations, plusieurs participants ont suggéré de permettre aux chercheurs gouvernementaux, aux analystes des politiques et aux représentants d'organisations de la société civile de participer au Congrès. Comme ils disposent de budgets plus substantiels, des frais de

participation plus élevés pourraient leur être facturés. De plus, la présence de tels participants permettrait de diversifier les points de vue et de renforcer la diffusion des travaux de recherche au-delà des milieux universitaires dans le cadre des discussions multidisciplinaires proposées dans la section précédente.

Bien que certaines associations et, de fait, certaines séances, puissent s'ouvrir naturellement à la participation des chercheurs et des responsables des politiques non issus du milieu universitaire, le groupe de travail estime que cette solution n'est guère applicable. D'autre part, comme il a été défini que le Congrès devrait avoir pour objectif d'être LE point de convergence des chercheurs canadiens du milieu des sciences humaines, le groupe de travail a déterminé que la participation d'intervenants non universitaires était secondaire. Selon lui, il ne s'agit pas d'une solution durable pour renforcer la viabilité financière de la Fédération ou des associations savantes.

Il n'en reste pas moins que les frais liés au Congrès soulèvent bien du mécontentement. Les frais d'inscription ont une structure complexe, car ils comprennent les frais d'adhésion à une association donnée et les frais d'inscription au Congrès. On se fait beaucoup d'idées fausses au sujet du financement du Congrès. Le groupe de travail a souligné l'importance d'éclairer les membres et les participants au Congrès sur les modalités de financement du Congrès et sur les revenus et les coûts y afférents.

Dans le cadre des consultations, plusieurs participants ont pour leur part suggéré un principe de « passeport Congrès » afin d'accroître le nombre d'événements ouverts à tous les congressistes. D'autres ont proposé d'étendre l'inscription aux activités d'associations aux vues semblables ou de remettre aux congressistes des bons permettant de participer à un nombre déterminé de séances organisées par des associations autres que la leur. Le groupe de travail estime que les associations savantes et la Fédération doivent tenir de plus amples discussions en vue de simplifier et d'éventuellement universaliser les frais d'inscription. Par ailleurs, la Fédération pourrait là aussi tirer parti de discussions plus approfondies avec l'ACFAS qui, en vertu d'un tarif universel, permet aux congressistes d'accéder à toutes les activités organisées dans le cadre de sa conférence.

Compte tenu des commentaires recueillis dans le cadre des consultations, il est également manifeste que les coûts associés à l'organisation du Congrès sont souvent mal compris : la nature des éléments inclus dans les frais d'inscription au Congrès était source de questions, tandis que le coût perçu des causeries Voir grand et les honoraires prétendument faramineux des conférenciers entraînaient des commentaires relativement fréquents. De l'avis de certaines personnes, le personnel de la Fédération devrait communiquer plus clairement les coûts (et les avantages) associés à la participation au Congrès, en particulier aux dirigeants des associations savantes.

Les frais de déplacement représentent bien souvent le principal obstacle à la participation au Congrès, non seulement pour les étudiants aux cycles supérieurs et les chercheurs postdoctoraux, mais aussi pour les professeurs dont le poste est précaire. De l'avis de certaines personnes, la Fédération devrait exhorter les universités d'accueil à poursuivre le programme de subvention

de voyage qu'offrait l'Université de Regina aux étudiants aux cycles supérieurs. Selon d'autres, le personnel enseignant pourrait, dans le cadre du processus d'inscription, être invité à verser une cotisation facultative pour couvrir les frais de déplacement des étudiants aux cycles supérieurs ou des personnes en situation de sous-emploi.

L'importance d'attirer les chercheurs chevronnés, en particulier ceux dont les travaux ont eu de grandes retombées, a également été soulignée. Les participants ont en effet mentionné que l'attrait du Congrès découlait en partie des activités de réseautage avec des chercheurs chevronnés. Selon eux, le Congrès perdrait de son prestige s'il devenait surtout une plateforme permettant aux étudiants aux cycles supérieurs de présenter leurs travaux pour étoffer leur *curriculum vitae*. Comme approche pour attirer les chercheurs chevronnés, le groupe de travail suggère d'organiser un atelier d'envergure (possiblement associé à des frais d'inscription supplémentaires) avant la tenue du Congrès. Des invitations seraient lancées à des érudits de marque et une solide stratégie pour promouvoir leurs travaux serait mise en place. Plusieurs d'entre eux pourraient ensuite prendre part aux séances du Congrès en tant que tel, leur participation aux tables rondes en incitant d'autres à s'inscrire.

Enfin, un certain nombre de participants estiment que la Fédération et ses associations savantes membres devraient accorder une plus grande attention à la durabilité environnementale du Congrès. Un membre de la Fédération, à savoir l'Association canadienne d'études environnementales, a diffusé un rapport ainsi que des recommandations à la suite du Congrès de l'Université de Regina. Intitulé *Climate Change and Academia: Addressing the Carbon Footprint of Scholarly Conferences* (changements climatiques et milieu universitaire : l'empreinte carbone des conférences universitaires), le rapport soulignait la nécessité d'un dialogue constructif sur les façons de réduire collectivement l'empreinte carbone du Congrès et proposait une série de mesures pour y parvenir, par exemple accroître les possibilités de participation par voie électronique à moindres frais, offrir des services de navettage ou autres pour le transport régional et réduire le recours aux assiettes, gobelets, pailles et couverts jetables.

Au fil du temps, il deviendra de plus en plus important de se pencher sur les répercussions des grandes conférences sur l'environnement. La Fédération et ses membres devront se préparer et déployer des efforts pour les atténuer le plus possible.

12

Le groupe de travail recommande la mise en place d'une liste d'initiatives de renforcement des capacités liées à la stabilité financière à l'intention des associations savantes qui s'intéressent à la question, ainsi que la tenue de séances de renforcement des capacités concernant des enjeux tels que le recrutement et la rétention des membres sur plusieurs années, la planification du flux de trésorerie et la gestion financière générale. L'élaboration de matériel de communication, comme des « messages clés », est aussi recommandée pour aider les associations à expliquer à leurs membres les avantages de participer au Congrès.

13

Il faudrait encourager les associations savantes à adopter un modèle d'adhésion pluriannuelle pour contrer les répercussions financières des années où la participation est plus faible.

14

La Fédération devrait préparer une fiche d'information expliquant simplement les coûts et les revenus associés au Congrès et communiquer ces renseignements plus efficacement à ses membres.

15

Des discussions stratégiques régulières entre les associations devraient être prévues par la Fédération pour assurer une plus grande collaboration et davantage de transparence dans la fixation des frais d'inscription au Congrès. En outre, les associations qui le souhaitent pourraient évaluer la possibilité de regrouper ces frais en une cotisation unique leur donnant accès à toutes les activités.

16

La Fédération et ses membres sont encouragés à se doter de plans pour continuer d'attirer et de retenir deux types de congressistes importants : les chercheurs chevronnés et les étudiants aux cycles supérieurs. Ils pourraient concevoir des initiatives promotionnelles et des événements spéciaux à l'intention des chercheurs chevronnés, et s'efforcer de faire plus souvent appel à eux en tant que conférenciers. En ce qui concerne les étudiants aux cycles supérieurs, le groupe de travail recommande de miser sur le mentorat pour compléter ou actualiser les initiatives actuelles de la Foire aux carrières. Une option serait d'organiser, juste avant le Congrès, une rencontre d'un jour entre des étudiants aux cycles supérieurs et des chercheurs chevronnés où il serait question des carrières à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire.

17

Il serait utile d'offrir un service de garde au Congrès et d'adapter le programme afin d'en faire un « événement accessible aux familles » pour attirer de nouveaux participants, en particulier des chercheurs en début de carrière.

18

À long terme, la Fédération et ses membres devraient tenir des discussions stratégiques sur l'incidence des conférences universitaires sur l'environnement et les changements climatiques.

Intégration des cultures autochtones et réconciliation

Au printemps 2015, le conseil d'administration de la Fédération a adopté les principes et processus des *Pierres de touche* à titre de lignes directrices dans son engagement envers la réconciliation entre les peuples autochtones et non autochtones. De concert avec le conseil d'administration, les peuples autochtones et les partenaires, la Fédération s'est engagée à cerner les occasions de mettre en œuvre ces principes au sein de ses programmes.

La grande majorité des universités canadiennes offrent une formation sur la réconciliation et intègrent les savoirs, les enjeux contemporains, les perspectives, les traditions et les cultures autochtones à leurs programmes, à leurs politiques et pratiques de recherche, à leur structure de gouvernance et aux espaces de leur campus. Les associations savantes prennent également des engagements semblables envers la réconciliation, comme l'illustre la programmation du Congrès.

Le Congrès de 2018 de l'Université de Regina a atteint de nouveaux sommets en matière de programmation liée aux autochtones et à la réconciliation. Le thème « Diversités convergentes » et le logo du bison d'Amérique illustraient cet engagement, de même que la série d'événements, de conférences et d'ateliers sur la réconciliation présentés par l'Université de Regina et son établissement fédéré la First Nations University of Canada, le CRSH, les associations savantes et la Fédération. Plus de 40 activités ont été organisées dans le cadre de la série d'événements sur la réconciliation, dont les suivantes : visites et promenade à Fort Qu'Appelle où a été signé le Traité numéro 4 en 1874 organisées par la Société canadienne pour l'étude de l'éducation avant la tenue de la conférence, causerie Voir grand présentée par Marie Wilson, l'une des commissaires de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, introduction au pow-wow à la First Nations University, concert de Buffy Sainte-Marie, discussions sur les stratégies de recrutement et de rétention des professeurs autochtones, et atelier sur le rôle des sciences humaines en matière de réconciliation. Les résultats tirés de l'évaluation du Congrès 2018 sont très positifs quant à l'accent mis sur l'intégration des cultures autochtones.

The University of British Columbia s'est engagée à présenter une série semblable d'activités de premier plan sur la réconciliation en 2019.

Le groupe de travail sur le Congrès et le Cercle consultatif autochtone de la Fédération ont examiné des façons d'intensifier les efforts en matière de réconciliation et d'intégration des cultures autochtones dans le cadre du Congrès. Ils se sont tous deux penchés sur l'importance de faire de l'intégration des cultures autochtones un volet plus permanent et concret du Congrès. Ainsi, le Cercle consultatif autochtone a recommandé à la Fédération d'intégrer les cultures autochtones et d'incorporer la question de réconciliation à toutes les étapes de l'organisation

du Congrès, allant du choix du lieu et des premières étapes de planification aux activités qui sont présentées dans le cadre du Congrès.

Le Cercle consultatif autochtone et le groupe de travail ont tous deux souligné l'importance de sonder dès le début l'intérêt des collectivités autochtones de la région et de les intégrer à la planification et à la tenue du Congrès. Dans ses recommandations, le groupe de travail précisait que la cérémonie d'ouverture officielle du Congrès devrait toujours inclure des représentants autochtones et que des séances devraient être organisées pour permettre aux universitaires d'en savoir plus sur les terres traditionnelles sur lesquelles sont rassemblés les congressistes. À ce chapitre, le groupe de travail a indiqué que plusieurs associations savantes n'avaient pas consulté les ressources de la Fédération concernant la reconnaissance du territoire traditionnel sur lequel était érigée l'Université de Regina. Il a été recommandé de communiquer clairement ce type de renseignement à tous les dirigeants des associations savantes et d'inviter ces dernières à transmettre les formules de reconnaissances aux responsables des tables rondes et aux conférenciers.

Le groupe de travail a également souligné que plusieurs associations avaient considérablement progressé dans leurs efforts de réconciliation. Il a par ailleurs recommandé à la Fédération de créer un répertoire des pratiques prometteuses des associations et de servir de tribune pour la circulation d'idées sur les moyens de renforcer les efforts de réconciliation. À titre d'exemple, la Société canadienne de sociologie a offert du financement pour favoriser la participation des membres des collectivités autochtones au Congrès 2018, une pratique que d'autres associations pourraient souhaiter adopter. De leur côté, l'Association canadienne de philosophie et la Société canadienne d'histoire et de philosophie des sciences ont présenté un atelier intitulé « Science and Indigenous Ways of Knowing: Synergies or solitudes » (les sciences et les savoirs autochtones : des synergies ou des solitudes), tandis que Women and Gender Studies et Recherches féministes a tenu une séance intitulée « Indigenous Women, Food Sovereignty, Sustainability and Climate Change » (femmes autochtones, souveraineté alimentaire, durabilité et changements climatiques).

Dans le but de favoriser davantage la mise en commun des travaux des associations et des établissements en matière de réconciliation, la Fédération est invitée à travailler de concert avec Universités Canada qui consulte régulièrement les universités au sujet de leurs travaux en la matière et tient un répertoire des programmes et des services sur son site Web (https://www.etudesuniversitaires.ca/programmes-et-services-pour-etudiants-autochtones/?_ga=2.91693786.1980907553.1547757978-1059108990.1547757978). Indspire, un organisme de bienfaisance enregistré national dirigé par des Autochtones, constitue également un partenaire de premier plan à ce chapitre puisqu'il investit dans l'éducation des Autochtones au moyen de bourses et d'activités de défense des intérêts (www.indspire.ca).

De plus, le groupe de travail recommande à la Fédération d'élaborer des nouveaux mécanismes de soutien à l'intention des étudiants et des chercheurs autochtones, afin de renforcer les capacités et de contribuer à ce qu'un soutien accru leur soit offert sur le plan financier ou autre.

Plus précisément, le groupe de travail recommande à la Fédération d'établir un fonds pour appuyer les étudiants autochtones désireux de participer au Congrès et pour financer la tenue d'une programmation davantage axée sur les Autochtones. Le groupe de travail trouve ces mesures plus efficaces que l'ajout d'activités animées par la Fédération à la programmation déjà étoffée du Congrès.

18

Le groupe de travail recommande d'accorder une attention soutenue et croissante à la réconciliation et à l'intégration des cultures autochtones au Congrès et dans les autres événements de la Fédération.

Ceci englobe les mesures suivantes : sonder dès le début l'intérêt des collectivités autochtones de la région et les intégrer à la planification et à la tenue du Congrès, évaluer, dans le cadre de partenariats avec les dirigeants communautaires de la région, les meilleurs moyens d'appuyer durablement et efficacement les collectivités autochtones avoisinantes, élaborer un répertoire des pratiques exemplaires et prometteuses adoptées par les associations savantes, et établir un nouveau fonds qui, sous forme d'aide financière, renforcerait les capacités ou la programmation et favoriserait la participation des étudiants autochtones au Congrès.

Équité, diversité et inclusion

Les universités et les associations savantes du Canada, tout comme la Fédération, sont déterminées à faire progresser l'équité, la diversité et l'inclusion. Elles le démontrent d'ailleurs clairement dans leur façon d'aborder la programmation du Congrès, le choix des conférenciers et le thème des exposés. D'autres efforts devront toutefois être déployés pour concrétiser cet engagement dans tous les aspects de la programmation du Congrès.

Dans le cadre de ses programmes, de ses événements et de ses activités de défense des intérêts, la Fédération s'attache à promouvoir l'équité et la diversité et crée des forums qui servent de tribune aux voix marginalisées. Bon nombre de ses activités récentes ont appuyé le processus de réconciliation avec les Autochtones, en particulier depuis que la Commission de vérité et réconciliation a lancé ses appels à l'action en 2015 à l'échelle du pays.

Parallèlement, la Fédération a pris des mesures pour aplanir les obstacles auxquels se heurtent les groupes racialisés. Ainsi, dans le cadre du Congrès 2018, la Fédération a organisé un événement qui réunissait d'éminents érudits noirs, dont Malinda S. Smith, ancienne membre de son conseil d'administration et représentante de la University of Alberta, en vue d'examiner certains des

principaux obstacles auxquels font face les membres du corps professoral et les étudiants aux cycles supérieurs racialisés et de cerner les changements que les universités devront mettre en œuvre pour les résoudre.

La rectrice de l'Université de Regina, Vianne Timmons, a également joué un grand rôle directeur dans la promotion de l'équité et de la diversité lors du Congrès 2018. Elle a en effet insisté pour que toutes les causeries Voir grand du Congrès de l'Université de Regina soient présentées par des femmes.

Bon nombre d'associations savantes veillent désormais à ce que des chercheurs issus des groupes sous-représentés dans le milieu universitaire participent aux tables rondes. L'importance qu'accordent les dirigeants comme M^{me} Timmons et les associations savantes à l'équité, à la diversité et à l'inclusion peut ouvrir la voie à des mesures plus concrètes pour intégrer des penseurs et des universitaires diversifiés parmi les conférenciers, les panélistes et les organisateurs du Congrès, et à leur affectation à des postes de direction au sein des associations savantes.

À cet égard, la Fédération pourra trouver à l'échelle du pays de fermes défenseurs de l'équité, de la diversité et de l'inclusion auprès d'universités d'accueil potentielles. En octobre 2017, les membres d'Universités Canada ont en effet adopté un ensemble de principes visant à promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion. Dans ces principes, les groupes sous-représentés comprennent ceux mentionnés dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* du Canada (à savoir les femmes, les membres des minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées) ainsi que les membres de la communauté LGBTQ2+ et les hommes qui exercent une profession à prédominance féminine.

Les membres d'Universités Canada se sont engagés publiquement à respecter les sept principes, tandis que les chefs d'établissement se sont engagés à agir comme ardents défenseurs de l'équité, de la diversité et de l'inclusion sur les campus, dans les collectivités et partout au pays. Les principes englobent un engagement à promouvoir l'équité et l'égalité des chances et à élaborer des plans d'action en matière d'équité, de diversité et d'inclusion pour aiguiller les efforts qui sont déployés sur chaque campus. L'engagement que les universités ont pris publiquement envers les principes d'équité, de diversité et d'inclusion peut également servir à orienter la programmation du Congrès et les activités connexes à l'avenir.

Le groupe de travail recommande que la Fédération prenne un engagement explicite envers l'équité, la diversité et l'inclusion et s'assure de réaliser des progrès constants en se dotant d'un plan d'action pour le Congrès et les autres événements.

Internationalisation

Le rapport du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale de 2017 (rapport Naylor) souligne que le Canada joue un rôle déterminant dans l'internationalisation de la recherche. Selon le rapport, le principal catalyseur de la majorité des collaborations internationales semble être les chercheurs eux-mêmes qui sont en quête des meilleurs éléments en matière de collègues, d'institutions et d'installations pour effectuer leur recherche, et ce, où qu'ils se trouvent.

Ainsi, sans grande surprise, la tendance plus marquée à mener des recherches dans un contexte de collaboration internationale a des répercussions sur le Congrès. Qui plus est, ces répercussions pourraient s'intensifier au fil des ans.

Les chercheurs canadiens en sciences humaines se tournent en effet de plus en plus vers des collaborateurs étrangers. Dans le cadre des consultations relatives au Congrès de l'Université de Regina, plusieurs participants ont souligné l'importance de tisser des liens avec des universitaires étrangers. Comme l'indiquait un dirigeant d'association, « À titre de chercheur chevronné, je souhaite désormais cultiver davantage de liens internationaux. De manière générale, nous souhaitons aussi qu'un plus grand nombre d'étudiants aux cycles supérieurs interagissent avec des universitaires chevronnés. Intégrer une dimension plus internationale au Congrès pourrait être intéressant sur les deux fronts. »

Les chercheurs de certaines disciplines se sentent plus proches de leurs collègues américains ou étrangers que de leurs collègues canadiens qu'ils sont plus susceptibles de croiser au Congrès. Selon eux, il coûte souvent moins cher de se rendre à une conférence aux États-Unis qu'à une conférence organisée dans certaines régions du Canada. En fait, ils affirment avoir tendance à tisser des liens avec les associations américaines, dont l'envergure et les ressources sont vastes, plutôt qu'avec les associations canadiennes.

Par ailleurs, les grandes associations savantes américaines ou internationales se montrent de plus en plus intéressées par la perspective de tenir leurs conférences au Canada, le plus souvent à

Toronto ou à Montréal, en raison des coûts moindres, des vastes marchés américains à proximité et d'un climat politique qu'elles estiment être plus ouvert et inclusif.

Si une grande association américaine se réunit au Canada, il se peut alors très bien que les membres de l'association canadienne homologue choisissent de participer à la conférence internationale plutôt qu'au Congrès. La Société canadienne d'anthropologie a dû intervenir à ce chapitre en signant un protocole d'entente avec l'American Anthropological Association, son homologue des États-Unis qui compte 10 000 membres. Les dirigeants de l'association canadienne considèrent ce protocole d'entente comme un moyen de survie qui leur évite de perdre des membres et des revenus lorsque l'association américaine organise ses conférences au Canada. Ainsi, les anthropologues canadiens n'assisteront pas au Congrès en 2019, mais participeront plutôt à une conférence conjointe qui se tiendra à Vancouver en novembre 2019 en compagnie de leurs collègues américains. La Société canadienne d'anthropologie prendra part au Congrès 2020 qui se tiendra à la Western University, mais n'a pas encore tranché quant à sa participation au Congrès 2021. Elle s'attend toutefois à ce que les associations canadienne et américaine organisent une conférence conjointe en 2022 et en 2023, probablement à Montréal, puis à Toronto.

Fait à noter, les participants interrogés ne souhaitent pas tous participer à des conférences internationales ni accroître le nombre de participants étrangers au Congrès. Plusieurs estimaient que parmi les points forts du Congrès figurait son caractère distinctement canadien. Toutefois, au vu des tendances mondiales en matière de recherche, il est probable que les pressions associées à la collaboration internationale mèneront à une internationalisation accrue du Congrès sur le plan des congressistes, des conférenciers et des thèmes abordés, et à une concurrence plus marquée entre les associations canadiennes et les grandes associations américaines et internationales qui choisissent d'organiser leurs conférences au Canada.

Le groupe de travail persiste à croire que le Congrès devrait demeurer un événement distinctement canadien. Il presse néanmoins la Fédération et ses membres d'élaborer un plan stratégique plus concerté pour attirer les érudits étrangers. En fin de compte, les membres du groupe de travail estiment qu'à l'instar de la multidisciplinarité, la collaboration internationale est une dimension notable et durable de la recherche qu'il faut mettre en valeur, en particulier au Canada. Ils sont d'avis qu'en raison du climat politique observé dans certains pays, dont les États-Unis, il se peut fort bien que la participation au Congrès et la collaboration avec les universitaires et les étudiants aux cycles supérieurs canadiens suscitent un intérêt croissant.

Selon les membres du groupe de travail, il sera en outre important de renforcer les liens avec des groupes du milieu de l'éducation supérieure et de la recherche sur la scène internationale. À cet égard, le personnel de la Fédération pourrait participer régulièrement aux réunions de groupes tels que l'American Council of Learned Societies (ACLS), l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), l'American Education Research Association (AERA) et l'Association of American Colleges and Universities (AAC&U, un groupe de premier plan qui défend l'éducation libérale en

Amérique du Nord), dans la mesure où le directeur général le juge pertinent et financièrement réalisable.

Au-delà de l'Amérique du Nord, le groupe de travail a également souligné l'importance d'établir des liens dans le monde entier, par exemple avec les représentants du programme pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne, ainsi que du programme Horizon Europe qui a été proposé pour lui succéder, et avec les membres du Conseil international pour la science, le groupe avec lequel le Conseil international des sciences sociales (CISS) a fusionné cette année. Le CISS tenait le forum mondial des sciences sociales, le dernier volet s'étant déroulé au Japon en septembre 2018, mais l'avenir de cette conférence reste incertain.

21

La Fédération devrait offrir un service d'information centralisé aux associations savantes qui souhaitent internationaliser leur programmation au Congrès. Elle pourrait ainsi fournir des modèles ou des renseignements sur les initiatives d'associations ayant déjà internationalisé leur participation et leurs communications de façon importante.

22

Le personnel de la Fédération devrait tisser des liens avec les grandes organisations savantes internationales. Non seulement ces associations internationales participeraient à des rencontres avec leurs pairs canadiens dans notre pays, mais le personnel de la Fédération se rendrait aussi régulièrement aux réunions de groupes internationaux du milieu de la recherche et de l'éducation supérieure, si le directeur général le juge pertinent et financièrement réalisable.

Projets pilotes et nouveaux enjeux

Un certain nombre d'initiatives ont été proposées dans le cadre des consultations menées aux fins du présent rapport et des discussions du groupe de travail. Le groupe de travail a examiné plusieurs initiatives qui lui ont semblé être prometteuses, intéressantes ou importantes aux yeux de bon nombre des membres de la Fédération. Il recommande une exploration plus poussée de ces initiatives ou encore leur mise à l'essai, sous forme de projets pilotes, pour en évaluer le caractère durable et pratique.

Certaines sont en train d'être déployées par le personnel de la Fédération. Elles sont d'ailleurs décrites dans le présent rapport : mise en place de nouvelles technologies pour répondre aux exigences relatives au Congrès et à l'adhésion ainsi que modification de la structure de l'Assemblée générale annuelle et de la cérémonie des Prix du Canada. Selon le personnel de la Fédération, elles devraient entrer en vigueur dans le cadre du Congrès 2019 qui se tiendra à The University of British Columbia.

Étant donné qu'il faut recueillir l'avis des membres et planifier soigneusement les projets pilotes, le groupe de travail précise toutefois qu'il est impossible de concrétiser toutes les initiatives en même temps. De plus, comme la planification des Congrès s'effectue des mois, voire des années à l'avance, il faudra peut-être attendre un certain temps avant de pouvoir mesurer l'étendue des répercussions des projets pilotes sur le Congrès.

Technologie

Dans le cadre des consultations, plusieurs participants ont formulé des suggestions relatives à l'amélioration des outils technologiques. La plupart ont toutefois convenu que les interactions directes, qui favorisent les échanges et la collaboration, étaient un volet essentiel du Congrès. Certains étaient d'avis que le recours à la technologie (participation par Skype ou par d'autres moyens technologiques) permettrait d'étendre la portée du Congrès. Ils craignaient cependant de perdre la richesse des dialogues en personne et redoutaient l'absence des congressistes qui opteraient pour une participation virtuelle plutôt qu'une participation en personne. Cela dit, plusieurs préconisaient l'utilisation de moyens technologiques pour favoriser la participation d'experts étrangers ou de personnes qui, pour diverses raisons, n'étaient pas en mesure d'assister au Congrès. Certains estimaient même qu'il faudrait en tirer parti pour amplifier les activités du Congrès. Quoi qu'il en soit, les participants ont admis que la technologie n'en était pas encore au point où elle pourrait remplacer ou transformer radicalement le Congrès.

L'idée de tirer parti de la technologie pour accroître l'accès au Congrès a soulevé l'intérêt du groupe de travail lorsqu'il a examiné les divers points de vue en la matière. Il n'envisageait pas, toutefois,

que la participation virtuelle remplace la tenue de séances en personnes – pas pour l’instant du moins. Il suggérait plutôt la mise en place de projets pilotes susceptibles d’améliorer l’expérience du Congrès ou de renforcer la collaboration, par exemple la création d’une plateforme de discussion propre au Congrès ou le recours à Google Hangout pour permettre aux panélistes de discuter des présentations avant la tenue du Congrès et pour favoriser le dialogue.

Le groupe a également avancé la possibilité de créer une conférence électronique en marge du Congrès. À l’heure actuelle, le Kule Institute for Advanced Study de la University of Alberta propose une conférence électronique hybride aux étudiants aux cycles supérieurs. La conférence en ligne *Around the World 2018* d’une durée d’une semaine avait pour thème la recherche durable et la modélisation des pratiques presque sans émissions de carbone au XXI^e siècle. Il s’agit d’une expérience qui favorise le dialogue sur la recherche sans occasionner le coût environnemental propre aux conférences classiques. L’événement est présenté sur écran, devant auditoire, à la University of Alberta et à d’autres instituts partenaires, ainsi que diffusé en continu en direct dans le monde entier. L’inscription est gratuite, et les participants virtuels sont invités à prendre part à la conversation en ligne et à soumettre des questions à l’intention des invités qui assistent à la conférence à l’université. Le groupe de travail suggère d’explorer ce modèle plus en détail.

Enfin, à quelques exceptions près, tous les participants au Congrès et les partenaires (comme le CRSH) ont exhorté la Fédération à déployer une application mobile qui permettra de parcourir plus facilement la programmation du Congrès. Le groupe de travail a évidemment abondé dans le même sens.

23

Le personnel de la Fédération devrait se pencher davantage sur les initiatives technologiques à entreprendre, et prévoir quelques projets pilotes à lancer aux prochains Congrès. Il serait particulièrement important d’adopter rapidement une application qui permettrait de parcourir plus facilement la programmation du Congrès.

Communications et diffusion de la recherche

Sous la direction du directeur général et de la directrice du nouveau service Engagement des membres et Communications, le personnel de la Fédération est en train de revoir les stratégies de l’organisme en matière de communications générales. D’habitude, les communications diffusées dans le cadre du Congrès sont surtout axées sur les relations avec les médias, les médias sociaux (principalement Twitter) et le site Web de la Fédération. Le personnel de la Fédération examine actuellement les programmes du Congrès dans le but de repérer les travaux de recherche de pointe ou d’exception et de les promouvoir auprès des journalistes.

Le groupe de travail propose plutôt d'adopter une stratégie de « journalisme d'entreprise » à l'égard des communications du Congrès. Ainsi, au lieu d'attirer l'attention des médias sur des travaux précis, les communications diffuseront des récits et cultiveront les affinités en attirant des publics cibles.

Les membres du groupe de travail ont également indiqué que de nombreuses universités avaient désormais accès à des professionnels de la communication au sein des facultés d'arts et de sciences humaines, des écoles de gestion et de droit, et d'autres secteurs universitaires dans lesquels évoluent les érudits des sciences humaines. Si la Fédération élaborait une stratégie coordonnée et cohérente à l'égard de ces communicateurs et qu'elle leur fournissait des messages clés et des fiches d'information en guise de soutien, elle appuierait les universités dans leurs activités de communication et renforcerait les capacités en matière de communications axées sur l'importance des sciences humaines. À cet égard, la Fédération pourrait envisager un partenariat avec Universités Canada qui organise déjà régulièrement des réunions à l'intention du personnel universitaire responsable des communications et des relations gouvernementales, et avec le Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation (CCAÉ Canada) dont les membres travaillent dans des domaines tels que les services de promotion institutionnelle, de relations avec les diplômés, de communications et marketing, de collecte de fonds, de relations avec les gouvernements et de relations publiques, ainsi que dans les autres domaines visant à faire progresser la cause de l'éducation.

Le groupe de travail a par ailleurs souligné qu'une participation accrue des membres de la collectivité mettrait le Congrès en lumière et favoriserait la diffusion des travaux des érudits du milieu des sciences humaines. Plusieurs initiatives visent déjà à attirer les membres des collectivités avoisinantes sur le campus aux fins du Congrès, notamment les causeries Voir grand qui reposent sur le postulat que les membres de la collectivité viendraient écouter les conférenciers de marque. Le groupe de travail a toutefois constaté que les efforts déployés à ce jour consistaient presque exclusivement à inviter des non-universitaires sur le campus, plutôt qu'à étendre la portée des activités au-delà du campus.

Ainsi, au lieu de simplement lancer des invitations, le groupe de travail propose d'élargir cette portée et de tenir des activités dans la collectivité avoisinante. Par exemple, les membres d'associations savantes pourraient travailler avec les professeurs et les élèves des écoles locales, dans le cadre d'activités mettant leur expertise à profit ou d'événements spéciaux. La Fédération pourrait entrer en contact avec le personnel universitaire responsable des relations avec la collectivité afin de définir des enjeux ou des problèmes locaux, puis tenir des discussions dans les bibliothèques publiques ou autres lieux communautaires sur ces enjeux.

Des thèmes comme le développement urbain, la santé publique ou l'incidence des nouvelles technologies pourraient servir de point de départ pour des échanges stimulants entre les érudits, les membres de groupes sans but lucratif, les représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les représentants d'autorités municipales, les anciens étudiants

et les membres de la collectivité souhaitant participer au dialogue. Il se pourrait bien que les partenaires et les parties intéressées, dont Universités Canada et le CRSH, de même que les universités membres de la Fédération, souhaitent discuter plus en profondeur de telles initiatives.

Le groupe de travail préconise en outre de se pencher sur de nouvelles méthodes pour diffuser la recherche et mobiliser le savoir. Plus précisément, la Fédération a entamé des discussions avec le CRSH et plusieurs chercheurs qui ont recours au documentaire pour diffuser leurs travaux de recherche à plus vaste échelle. Dans le cadre du Congrès 2018, un événement ouvert portant sur la présentation de la recherche en sciences humaines sous forme de documentaire a d'ailleurs attiré un nombre considérable de congressistes. Le CRSH envisage ainsi d'appuyer la production de documentaires non seulement pour favoriser la diffusion de la recherche, mais aussi pour enseigner aux étudiants aux cycles supérieurs de nouvelles méthodes de communication savante.

Le groupe de travail a par ailleurs discuté du rôle de l'Expo, en particulier du rôle des éditeurs dans le cadre du Congrès. Un certain nombre de participants ont convenu de l'importance de l'Expo. D'autres ont indiqué que les livres étaient essentiels à la diffusion de la recherche en sciences humaines et qu'il fallait absolument continuer d'offrir une vitrine de premier plan aux éditeurs pendant la tenue du Congrès.

En fait, le groupe de travail estime qu'il y a moyen de faire de l'Expo un espace vivant et interactif où les livres (imprimés ou électroniques) seront mis à l'honneur. Il recommande d'organiser l'Expo dans un lieu central offrant une grande visibilité plutôt que dans une zone distincte.

Le groupe suggère de stimuler les lancements de livres au cours de l'Expo et de prévoir des séances au cours desquelles seront lus des passages d'ouvrages récemment publiés. Des entrevues avec des auteurs pourraient également attirer les participants dans l'espace Expo. Enfin, certains participants ont proposé de recourir à des intervieweurs expérimentés comme Shelagh Rogers ou Paul Kennedy afin de souligner le rôle des livres et de susciter l'intérêt envers des ouvrages universitaires passionnants.

24

Le groupe de travail encourage le personnel de la Fédération à poursuivre la refonte de ses méthodes de communication, tant à l'externe qu'avec les membres.

25

Le groupe de travail recommande d'explorer de nouvelles façons d'établir des liens avec les collectivités locales pendant le Congrès et les autres événements de la Fédération, en plus de démontrer l'importance de l'activité savante à caractère communautaire. Les collectivités locales, les universités et les chercheurs représentés par la Fédération pourraient y voir une valeur ajoutée.

26

Le groupe de travail encourage le recours accru aux documentaires pour favoriser la mobilisation et le partage des travaux de recherche, ainsi qu'une plus grande ouverture générale à la mise en lumière et à l'exploration de nouvelles formes d'activité savante au Congrès et dans les autres événements de la Fédération.

27

Le groupe de travail recommande à la Fédération de souligner davantage le rôle des livres en sciences humaines. Il encourage également la Fédération et ses membres à déployer plus d'efforts pour faire de l'Expo un lieu vivant et interactif, ce qui pourra stimuler la participation des congressistes et des exposants.

Plans d'avenir

Tandis que le conseil d'administration et les membres de la Fédération se pencheront sur le présent rapport, le groupe de travail sur le Congrès les invite à relever les mêmes défis que lui, c'est-à-dire à être créatifs dans leur façon de réfléchir, à penser à l'avenir et à se montrer ouverts aux idées nouvelles.

Les recommandations formulées dans le présent rapport jettent les bases des prochaines activités de consultation. Comme le groupe de travail l'a souligné lors de ses discussions, les prochaines grandes étapes du processus de refonte du Congrès consistent à mobiliser les membres et à recueillir leurs points de vue.

Les membres du groupe de travail reconnaissent qu'il n'est pas facile d'instaurer des changements et qu'il faudra du temps pour opérer cette transformation. Les ressources financières et humaines de la Fédération, ainsi que des associations savantes et des universités qui en sont membres,

influenceront nécessairement sur la mesure dans laquelle les recommandations du groupe de travail seront mises en œuvre et sur le calendrier des travaux.

Le groupe de travail invite donc la Fédération à voir cette transformation comme un projet à long terme et à ne pas s'attendre à un succès immédiat. Comme l'a résumé l'un des membres du groupe de travail : « Les changements pourraient ne rien donner pendant trois ou quatre ans, mais s'ils en valent la peine, ils finiront par entraîner des résultats ».

Dans ce contexte, le groupe de travail formule une dernière recommandation :

28 **Le processus de transformation du Congrès est sans doute aussi important que la transformation en elle-même. Il faudra compter sur l'engagement, la créativité, la collaboration et la bonne volonté de tous les intervenants, ainsi que sur leur volonté à prendre certains risques. Le groupe de travail propose que ces recommandations fassent l'objet de discussions supplémentaires et qu'une approche à long terme soit établie pour continuer à bâtir le plus grand événement canadien à l'intention des chercheurs en sciences humaines.**

Annexe A : Mandat

Groupe de travail spécial sur le Congrès des sciences humaines

État de la situation

- 1.1. Le groupe de travail spécial sur le Congrès des sciences humaines de la Fédération des sciences humaines a été mis sur pied par le conseil d'administration de la Fédération. Il conseille le directeur général et les membres du conseil d'administration sur la meilleure façon de respecter les orientations stratégiques et d'atteindre les objectifs de la Fédération par l'intermédiaire du Congrès et d'autres événements.
- 1.2. Les objectifs et les orientations du Congrès ont été définis dans le plan stratégique 2016-2020. Lors de sa réunion d'octobre 2017, le conseil d'administration de la Fédération a établi la nécessité de tenir une discussion stratégique approfondie sur les orientations futures du Congrès.
- 1.3. Les discussions du groupe de travail porteront sur tous les événements organisés par la Fédération, qui seront abordés comme une série d'activités.
- 1.4. Le conseil d'administration a accepté que le groupe de travail soit créé lors de la réunion du 12 décembre 2017.
- 1.5. Le mandat initial du groupe s'étend du 12 décembre 2017 à décembre 2018.
- 1.6. Ce mandat pourra être renouvelé au besoin, avec l'approbation du conseil d'administration.

Rôle

- 1.1 Donner des conseils et présenter des points de vue pour orienter les discussions stratégiques du conseil d'administration de la Fédération quant à la meilleure façon de positionner le Congrès et les autres événements afin de permettre à la Fédération de réaliser sa mission et sa vision.
- 1.2 En tenant compte de l'orientation établie par le conseil d'administration lors de la discussion de mars 2018 :
 - 1.2.1 évaluer les orientations et les objectifs stratégiques du Congrès figurant dans le plan stratégique 2016-2020 et soumettre les changements recommandés à l'approbation du conseil d'administration;

- 1.2.2 évaluer les nouvelles possibilités et les risques liés au Congrès, aux autres événements de la Fédération et aux sociétés savantes et aux établissements;
- 1.2.3 évaluer les progrès concernant la prise en considération des points de vue et des valeurs autochtones dans le cadre du Congrès et des autres événements de la Fédération.
- 1.3 Faire état de l'évolution des activités au conseil d'administration à la suite de la réunion du 27 mai 2017.
- 1.4 Établir des objectifs et un plan de travail visant à consolider le Congrès et les autres événements et les soumettre pour recommandation au conseil d'administration à la réunion du 12 octobre 2018.
- 1.5 Les activités du groupe de travail seront orientées par :
 - 1.5.1 une évaluation de la satisfaction des membres au sujet de plusieurs aspects du Congrès, notamment des dirigeants des sociétés savantes et des établissements membres, des membres d'associations, des professeurs, des membres du conseil d'administration et des universités d'accueil;
 - 1.5.2 une évaluation des facteurs de participation au Congrès;
 - 1.5.3 une évaluation des facteurs amenant les établissements à soumettre leur candidature pour accueillir le Congrès;
 - 1.5.4 une évaluation des facteurs assurant la stabilité financière du Congrès;
 - 1.5.5 une consultation des participants au Congrès 2018 à Regina et des parties intéressées par la suite.

Adhésion

- 1.1 Le groupe est constitué de membres nommés par le comité exécutif de la Fédération et représente de façon équilibrée les associations et les établissements membres ainsi que le conseil d'administration.
- 1.2 Le groupe comptera jusqu'à six membres. Le président sera nommé par le comité exécutif.
- 1.3 Le directeur intérimaire du Congrès et des événements agira à titre de secrétaire du groupe.

- 1.4 Le directeur général pourra faire appel à des services-conseils afin d'offrir des recommandations stratégiques au groupe ou de lui faciliter la tâche.

Réunions

- 1.1 Les réunions du groupe de travail se dérouleront par téléconférence ou par d'autres moyens électroniques permettant aux membres de communiquer adéquatement les uns avec les autres.
- 1.2 À l'occasion, des réunions pourraient être tenues en marge d'autres rencontres ou événements de la Fédération.
- 1.3 Les réunions pourront se dérouler en anglais ou en français. Aucun service d'interprétation simultanée ne sera fourni.

Approuvé par le conseil d'administration le 12 décembre 2017.

Modifications approuvées par le comité exécutif le 2 février 2018.

Le groupe de travail a également eu la chance de discuter avec de nombreux collègues, étudiants et participants au Congrès au cours des derniers mois.



FEDERATION FOR THE
HUMANITIES AND
SOCIAL SCIENCES

FÉDÉRATION
DES SCIENCES
HUMAINES

300-275, rue Bank, Ottawa, ON K2P2L6
federation@ideas-ideas.ca
ideas-ideas.ca | ideas-ideas.ca